



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 janvier 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 22 janvier 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et les représentants de la Chine, de l'Estonie, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya, du Mexique, du Niger, de la Norvège (au nom de la Norvège et de l'Irlande), de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence portant sur « La situation au Moyen-Orient (Syrie) », tenue le mercredi 20 janvier 2021. Des déclarations ont également été faites par les représentants de la République islamique d'Iran, de la République arabe syrienne et de la Turquie.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances extraordinaires créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(Signé) Tarek Ladeb



Annexe 1**Exposé de M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie**

Alors que les Syriens abordent l'année 2021, ils auront connu une décennie de conflit marqué par la mort, les blessures, les déplacements, la destruction, la détention, la torture, la terreur, les violations, les humiliations, l'instabilité, l'ingérence, l'occupation, la division, le dé-développement et le dénuement à grande échelle. Aujourd'hui, des millions de personnes à l'intérieur du pays et des millions de réfugiés à l'extérieur sont aux prises avec de profonds traumatismes, une pauvreté extrême, une insécurité personnelle et un manque d'espoir pour l'avenir.

Pour beaucoup, la lutte quotidienne pour survivre éclipse la plupart des autres problèmes. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, plus de 8 personnes sur 10 en Syrie vivent dans la pauvreté. Le Programme alimentaire mondial estime que 9,3 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans le pays. L'aide humanitaire des États Membres de l'ONU et des donateurs reste une bouée de sauvetage pour les Syriens.

Mais les tendances devraient s'aggraver. Une convergence singulière de facteurs – les conséquences d'une décennie de conflit, les conditions économiques mondiales dues à la pandémie, les retombées de la crise libanaise, des facteurs internes tels que les économies de guerre, la corruption, la mauvaise gestion, ainsi que des facteurs et mesures externes – est en train de produire un lent tsunami qui s'abat sur la Syrie. Avec la hausse de l'inflation et les pénuries de pain et de carburant, nous pouvons nous attendre à ce que le Gouvernement syrien et les autres autorités *de facto* se trouvent de plus en plus dans l'incapacité de fournir des services de base et des subventions pour les biens essentiels.

La pandémie continue également de faire des ravages. Les Syriens souffrent. Il reste essentiel d'éviter que les sanctions n'aggravent leur situation. Une société déchirée risque de subir un nouvel effritement de son tissu social, semant les graines de plus de souffrance et de plus d'instabilité encore.

Toutefois, le peuple syrien a au moins vu une diminution de la violence généralisée. Les 10 derniers mois ont été les plus calmes depuis le début du conflit, les lignes de front bougeant à peine. Mais c'est un calme fragile qui pourrait se briser à tout moment. Rien que le mois dernier, nous avons été témoins d'une recrudescence de la violence autour d'Aïn Issa, dans le nord-est de la Syrie, d'une intensification des frappes aériennes attribuées à Israël, de la poursuite des attaques perpétrées par l'État islamique d'Iraq et du Levant dans l'est et le centre du pays, de bombardements réciproques et de frappes aériennes à Idlib et dans ses environs, ainsi que de troubles dans le sud-ouest.

Le calme est également très relatif. Des civils continuent d'être tués dans des tirs croisés et des attaques à l'engin explosif improvisé. Ils continuent d'être sous la menace de toute une série d'autres dangers, allant de l'instabilité, de la détention arbitraire et des enlèvements à la criminalité et aux activités des groupes terroristes inscrits sur la liste de l'ONU.

Alors que les Syriens connaissent la pauvreté et à l'insécurité, sans parler des espoirs et des rêves non réalisés de tant d'entre eux, je salue l'action de tous les Syriens de la société civile qui continuent à s'employer à faire ce qu'ils peuvent pour améliorer la situation et promouvoir un processus politique. J'ai été heureux de pouvoir m'entretenir avec plusieurs d'entre eux fin décembre via notre bureau d'aide à la société civile.

Mais, comme ils l'ont souligné, le processus politique n'apporte pas encore de réels changements dans la vie des Syriens, et il n'offre pas non plus de véritable vision pour l'avenir. Les mesures susceptibles de renforcer la confiance n'ont guère été prises, notamment un accès humanitaire complet et sans entrave ; des progrès concernant les détenus, les personnes enlevées et les personnes portées disparues, à tout le moins des informations sur leur sort, l'accès à eux et la libération des femmes, des enfants, des malades et des personnes âgées ; un cessez-le-feu national ; une approche efficace et axée sur la coopération pour contrer les groupes terroristes figurant sur la liste de l'ONU ; des mesures visant à créer un environnement sûr, calme et neutre ; ou encore des mesures externes et internes pour faire face à la crise socioéconomique. Qui plus est, il n'y a pas de pourparlers politiques entre les Syriens, à l'exception de ceux qui portent sur le volet constitutionnel. Des élections libres et régulières qui doivent se tenir conformément à une nouvelle Constitution et sous la supervision de l'ONU, comme le prévoit la résolution 2254 (2015), semblent lointaines.

Alors que je continue à faire le bilan de la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015), il est clair qu'aucun acteur ou groupe d'acteurs ne peut imposer sa volonté à la Syrie ni régler à lui seul le conflit. Tous doivent œuvrer de concert. En effet, le processus doit être dirigé et contrôlé par les Syriens, même si le conflit est fortement internationalisé, avec cinq armées étrangères actives dans le pays. Nous ne pouvons pas prétendre que les solutions sont uniquement entre les mains des Syriens, ou que l'ONU peut faire cavalier seul.

C'est pourquoi nous avons besoin d'une diplomatie internationale plus sérieuse et plus coopérative. Cela devrait vraiment être possible. Après tout, en dépit de leurs divergences de vue, les principaux États concernés sont attachés à la résolution 2254 (2015) et ont des intérêts communs, notamment sur des questions telles que la stabilité, l'endiguement du terrorisme, le retour volontaire des réfugiés dans la sécurité et la dignité et la prévention de nouveaux conflits.

Nous devons pouvoir faire fond ensemble sur ces aspects. Je suis plus convaincu que jamais que nous avons besoin d'une approche globale qui aborde toutes les questions et qui rassemble tous les acteurs prenant des mesures mutuelles et réciproques sur toutes les questions décrites dans la résolution 2254 (2015). Une telle approche pourrait permettre de réaliser de véritables progrès et de tracer une voie de sortie de crise sûre pour tous les Syriens, hommes et femmes. Je continue à coopérer largement sur ce front avec tous les acteurs clefs. J'attends avec intérêt de continuer à le faire, y compris bien sûr avec la nouvelle Administration des États-Unis, qui entre en fonction aujourd'hui.

Tout en poursuivant sur cette voie plus large, je continue à travailler avec la Commission constitutionnelle dirigée et contrôlée par les Syriens sous les auspices de l'ONU. La cinquième session de l'organe restreint de la Commission se réunira à Genève la semaine prochaine, du 25 au 29 janvier, si les conditions de la maladie à coronavirus (COVID-19) le permettent. Elle abordera, comme convenu et dans le respect du mandat et des principales règles de procédure, les principes constitutionnels et les principes de base d'une future Constitution.

Je note qu'il y a encore des défis considérables liés à la COVID-19 à Genève. Nous veillerons à ce que les protocoles les plus stricts en matière de santé et de sécurité soient respectés. Nous apprécions vivement la coopération des autorités suisses qui ont donné leur feu vert à la tenue de la session et saluons l'engagement des Présidents et des membres de la Commission constitutionnelle à respecter les mesures mises en place.

J'espère être bientôt en mesure de poursuivre mes consultations avec le Gouvernement syrien à Damas et avec la Commission syrienne de négociation sur le processus politique global. Dans l'intervalle, en préparation de la prochaine session de la Commission constitutionnelle, je suis en contact virtuel avec les deux Présidents. Hier, j'ai également rencontré virtuellement le groupe de la société civile dont les membres figurent sur la troisième liste.

Je voudrais par ailleurs indiquer que j'ai tenu deux réunions virtuelles avec le Comité consultatif des femmes syriennes en décembre. Je me réjouis de dialoguer à nouveau virtuellement avec le Comité cette semaine et la semaine prochaine. Ses membres ont souligné l'importance de la pleine participation des femmes. Elles ont souligné, à cet égard, que les droits constitutionnels fondamentaux des femmes devaient être préservés dans les sphères politique, sociale et économique. Elles ont appelé à des progrès plus concrets et tangibles dans le cadre des travaux de la Commission constitutionnelle. J'espère que le Comité pourra de nouveau se réunir en personne dès que la situation liée à la pandémie le permettra.

J'estime que la prochaine session de la Commission constitutionnelle est extrêmement importante. Depuis plus d'un an, de nombreux sujets ont été abordés. J'estime que le moment est venu pour les Présidents d'adopter des méthodes de travail efficaces et opérationnelles afin que les réunions soient mieux organisées et plus ciblées. J'estime que nous devons veiller à ce que la Commission passe des « préparatifs d'une réforme constitutionnelle » à la « rédaction d'une nouvelle Constitution », comme elle en a la responsabilité. La Commission peut y parvenir, à mon avis, en commençant à examiner des questions constitutionnelles et des projets de dispositions spécifiques. Je pense également que les Présidents peuvent et doivent se mettre d'accord sur un programme de travail pour les réunions futures, avec des ordres du jour et des sujets clairs, et que le processus doit s'accélérer.

À mon avis, tous ces objectifs sont raisonnables, mais je ne peux pas affirmer au Conseil qu'ils seront atteints cette fois. Mes consultations sont en cours et se poursuivront à Genève ce week-end avant le début de la session de la Commission. J'encourage fortement les Présidents et tous les membres de la Commission à se préparer à entamer une nouvelle phase des travaux durant la prochaine session.

Il ne fait aucun doute que nous traversons une période marquée par des problèmes mondiaux et régionaux considérables. Nous devons faire du règlement du conflit en Syrie l'une de nos principales priorités communes. La Syrie a une histoire remarquable dont elle peut s'enorgueillir, mais elle est en proie à la pire des tragédies. Nous devons faire des progrès réciproques et qui se renforcent mutuellement, pas à pas, pour avancer sur la voie décrite dans la résolution 2254 (2015). Sinon, les dangers qui pèsent sur les civils syriens, la Syrie en tant qu'État, sa société et l'ensemble de la région ne feront que s'aggraver. Cela n'est pas acceptable pour aucun Syrien ni pour aucun d'entre nous. C'est pourquoi je compte sur l'appui du Conseil de sécurité et de tous les acteurs clefs pour maintenir le calme dans le pays, appuyer les mesures de confiance et faire avancer le processus politique.

Annexe 2

Exposé de M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

Je vais aborder cinq questions principales dans mon exposé au Conseil de sécurité aujourd'hui : la crise économique, les conséquences de la maladie à coronavirus (COVID-19), la protection des civils, l'accès humanitaire et l'aide fournie par les organisations humanitaires dans toute la Syrie.

Les Syriens ont commencé l'année 2021 avec une devise dont la valeur a considérablement diminué et avec des prix des denrées alimentaires qui ont atteint un niveau sans précédent, en partie en raison de la suspension des subventions aux produits essentiels tels que le pain. En décembre, les activités de suivi du Programme alimentaire mondial ont montré que les prix des denrées alimentaires avaient encore augmenté – de 13 % depuis novembre et de 236 % depuis décembre 2019. Près d'un foyer sur cinq a fait état d'une consommation alimentaire insuffisance en décembre, soit deux fois plus que le niveau enregistré l'année dernière.

Les pénuries de pain persistent dans de nombreux endroits. La production nationale de blé ne permet pas de répondre à la demande, et une grande partie de la production de blé provient des zones qui ne sont pas contrôlées par le Gouvernement. Dans les zones qu'il contrôle, la production a considérablement diminué l'année dernière.

Suite à la baisse du pouvoir d'achat, plus de 80 % des foyers disent avoir recours à des mécanismes d'adaptation négatifs pour pouvoir acheter des vivres, le plus inquiétant étant probablement le recours croissant au travail des enfants. Une famille sur 10 déclare être obligée de recourir au travail des enfants pour contribuer au revenu familial.

Les pénuries de carburant et les coupures d'électricité en plein hiver sont une autre manifestation de cette crise économique profonde. Le prix du combustible de chauffage sur le marché noir est jusqu'à 10 fois supérieur au prix subventionné. Il n'y a pas assez de carburant pour les transports, et il y a de longues files d'attente dans les stations-service.

Nous avons déjà fait part de nos préoccupations au Conseil de sécurité concernant le fait que de nombreuses familles vulnérables ne seraient pas suffisamment équipées pour affronter l'hiver cette année. Malheureusement, ces préoccupations s'avèrent justifiées. À la suite des fortes pluies qui ont touché des milliers de personnes dans le nord-ouest cette semaine, des personnes nous disent qu'elles, leurs enfants et leurs parents âgés passent des nuits entières debout dans leurs tentes du fait de l'énorme quantité d'eau qui les envahit. Des problèmes similaires se posent dans d'autres régions du pays. De fortes précipitations à Tartous ont causé des inondations dans au moins un camp de personnes déplacées. La province de Rif-Damas connaît des conditions climatiques particulièrement difficiles en raison de son élévation, et de nombreux habitants de cette région sont vulnérables.

Les conséquences de la COVID-19 aggravent la crise économique. Si les activités de dépistage restent trop limitées pour connaître la portée réelle de l'épidémie, certains signes indiquent que la Syrie pourrait être en proie à une nouvelle vague d'infections. Le nombre de cas signalés dans les zones contrôlées par le Gouvernement a augmenté de 64 % entre novembre et décembre. Plus de 50 % des tests à Soueïda et à Tartous sont positifs ; ce taux atteint 60 % à Homs. Selon les données recueillies dans le cadre d'une enquête effectuée en décembre, 45 % des foyers ont perdu au moins une source de revenus durant le mois précédent en raison des restrictions liées à la COVID-19.

S'agissant de la protection des civils, depuis le début de l'année, au moins 13 enfants ont été tués dans des incidents mettant en cause des armes explosives ou des engins non explosés en Syrie. Au moins 14 autres ont été blessés. À Hol, dans le nord-est, nous suivons avec préoccupation l'évolution des conditions de sécurité dans le camp à la suite d'une augmentation des violences, ce qui réduit également la capacité des organisations humanitaires à mener leurs activités en toute sécurité. C'est aux autorités locales qu'il incombe d'assurer la sécurité à l'intérieur du camp. Il faut assurer la sécurité sans mettre en danger les habitants du camp, sans violer leurs droits et sans restreindre l'accès humanitaire. Je souligne une fois de plus que la majorité des 62 000 personnes qui se trouvent toujours dans le camp de Hol sont de jeunes enfants, âgés de moins de 12 ans, qui grandissent dans des circonstances inacceptables.

Les infrastructures indispensables à la survie des civils doivent également être protégées. La station d'eau d'Alouk, qui sert toujours de principale source d'approvisionnement en eau à près d'un demi million de personnes à Hassaké, a repris ses opérations le 20 décembre. Il est essentiel que les équipes techniques continuent de bénéficier d'un accès sûr aux installations d'eau et d'électricité à Alouk.

Cela m'amène au point suivant, l'accès humanitaire. L'ONU n'a pas pu mener une première mission pour acheminer de l'aide à travers les lignes de front depuis Damas à Edleb, car les deux camps ne se sont pas encore mis d'accord sur la composition de la mission. L'ONU poursuivra le dialogue avec toutes les parties concernées pour trouver une solution en vue de mener cette mission. J'espère pouvoir donner davantage de détails à ce sujet le mois prochain. Dans l'intervalle, dans le cadre des opérations transfrontières en direction du nord-ouest de la Syrie, en moyenne 1 000 camions transportant de l'aide humanitaire par mois ont été dépêchés en 2020, ce qui a permis de venir en aide à 2,4 millions de personnes par mois durant toute l'année.

Cela m'amène à mon dernier point, qui concerne l'aide humanitaire fournie aux personnes dans le besoin dans toute la Syrie. Chaque mois, en 2020, l'opération humanitaire coordonnée par l'ONU dans tout le pays a permis en moyenne à 7,6 millions de personnes d'obtenir de l'aide. Cela représente une hausse d'environ 20 % par rapport à 2019. Le 1^{er} décembre, j'ai publié un aperçu des besoins humanitaires mondiaux pour 2021, dans lequel la Syrie était incluse. Cet aperçu souligne que le pays compte 13 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, auxquelles viennent s'ajouter 10,1 millions d'autres personnes dans le besoin dans la région, dont 5,5 millions de réfugiés syriens. Ces besoins sont calculés sur la base de nos évaluations indépendantes et sont le fondement de notre intervention, qui privilégie les besoins humanitaires vitaux et la réparation des installations humanitaires critiques. Au total, 10 milliards de dollars, dont 4,2 milliards pour les besoins recensés à l'intérieur de la Syrie, sont nécessaires pour intervenir en 2021.

Je voudrais également informer les membres du Conseil sur la manière dont l'ONU s'organise pour apporter une aide en Syrie. L'assistance des Nations Unies est toujours guidée par les principes humanitaires, et les hauts responsables de l'ONU restent attentifs au fait que l'action de l'Organisation sur le terrain doit être supervisée par les mécanismes de coordination interne que nous avons mis en place et par des échanges réguliers avec les États Membres, à la fois sous forme de dialogue et par le biais des organes directeurs des entités des Nations Unies. Les mécanismes de contrôle interne idoines, ainsi que d'autres cadres, restent en vigueur, y compris les paramètres et principes de l'assistance de l'ONU en Syrie ; et nous continuons d'œuvrer dans le respect des résolutions du Conseil et d'autres décisions pertinentes, notamment la résolution 46/182 de l'Assemblée générale.

L'équipe de pays des Nations Unies en Syrie est toujours en discussions avec le Gouvernement syrien et avec les États Membres de la région s'agissant de son action sur la résilience et le relèvement rapide et du nouveau cadre stratégique pour 2021-2023. La poursuite de la mobilisation revêtant une grande importance, l'ONU en Syrie s'emploie à proroger de six mois le cadre stratégique, afin de garantir que les activités opérationnelles essentielles soient maintenues. Nous entendons continuer de saisir toutes les possibilités dont nous disposons pour acheminer une aide à ceux qui en ont le plus besoin. Cela nécessitera un financement suffisant, une amélioration de l'accès et la fin des violences qui tourmentent les Syriens depuis près de 10 ans.

Annexe 3**Déclaration de M. Zhang Jun, Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois]

Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés. La Chine est favorable à ce que le Conseil examine les questions politiques et humanitaires concernant la Syrie au cours d'une réunion unique.

Depuis le début de la crise il y a 10 ans, trouver rapidement un règlement politique au problème et rétablir la paix et le calme dans le pays ont été le souhait commun du peuple syrien et une attente partagée de la communauté internationale. À cet égard, je souhaite faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons promouvoir avec force un processus politique dirigé et pris en main par les Syriens. La cinquième session de la Commission constitutionnelle se réunit à Genève la semaine prochaine. La Chine félicite l'Envoyé spécial Pedersen de ses bons offices. Nous espérons que les parties syriennes pourront collaborer dans le cadre de la Commission constitutionnelle et intensifier le dialogue pour venir à bout de leurs divergences, élargir le consensus et enregistrer des progrès concrets dans les domaines concernés. Les travaux de la Commission constitutionnelle doivent rester indépendants et libres de toute ingérence extérieure. La communauté internationale doit créer des conditions favorables à des pourparlers entre parties syriennes, et prodiguer encouragements et conseils au lieu de faire délibérément pression sur une partie donnée. Le Gouvernement syrien a maintes fois exprimé son appui à l'Envoyé spécial Pedersen, ainsi que sa volonté de prendre une part active aux travaux de la Commission constitutionnelle. La communauté internationale doit le reconnaître.

Mon deuxième point a trait à la stabilisation des conditions de sécurité en Syrie. Les menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité en Syrie découlent principalement de l'occupation étrangère et des activités terroristes. Ce n'est qu'en remédiant à ces deux problèmes qu'un environnement sécuritaire favorable au processus politique en Syrie pourra être instauré. Face à des forces terroristes et militaires étrangères, le Gouvernement syrien a le droit de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de son pays et de mener des opérations antiterroristes pour protéger sa sécurité nationale. De nombreux membres du Conseil sont préoccupés par les activités terroristes en Syrie et par les risques qu'elles débordent. Conformément au droit international et aux résolutions du Conseil, la communauté internationale doit adopter des normes uniformes, soutenir la Syrie dans ses efforts de lutte contre le terrorisme et ne pas laisser la présence terroriste s'éterniser dans la région d'Edleb.

Mon troisième point concerne l'amélioration de la situation économique et humanitaire. Ces derniers mois, les prix du carburant et du pain en Syrie sont montés en flèche et la valeur de la livre syrienne a chuté. La population syrienne n'a pas assez de carburant pour résister au froid de l'hiver, et le nombre de cas confirmés de maladie à coronavirus (COVID-19) ne cesse d'augmenter. La situation humanitaire catastrophique en Syrie justifie qu'on lui accorde une attention et une priorité élevées. Le Gouvernement syrien assume ses responsabilités et prend des mesures actives pour promouvoir le relèvement économique, améliorer les moyens de subsistance et maîtriser la pandémie. La communauté internationale doit apporter son aide au pays et faire un effort pour atténuer la crise humanitaire sur le terrain. La Chine s'est servie des voies bilatérales et multilatérales pour apporter à la Syrie une aide d'environ 130 millions de dollars, et nous sommes prêts à continuer d'aider et de soutenir le peuple syrien. Les départements et organismes compétents des Nations Unies doivent

prendre des mesures dynamiques pour remédier à la situation humanitaire en Syrie, améliorer leur coopération avec le Gouvernement syrien et les parties concernées, et renforcer l'efficacité de leurs opérations humanitaires.

Quatrièmement, il faut supprimer rapidement les mesures coercitives unilatérales à imposées à la Syrie. Il convient de souligner que les difficultés économiques et humanitaires de la Syrie sont, dans une large mesure, dues au blocus économique et à d'autres mesures coercitives unilatérales qui pèsent très lourdement sur l'assiette économique de la Syrie et empêchent la population d'accéder aux fournitures et services médicaux. Durant la réunion virtuelle sur les mesures coercitives unilatérales organisée selon la formule Arria en novembre dernier, le Secrétaire général du Croissant-Rouge arabe syrien a présenté un exposé détaillé sur les effets négatifs qu'ont les mesures coercitives unilatérales sur la situation humanitaire dans le pays, et les difficultés qui émaillaient la mise en œuvre effective du mécanisme d'octroi de dérogations pour raison humanitaire. La Rapporteuse spéciale du Conseil des droits de l'homme sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme a récemment déclaré sans équivoque que les mesures coercitives unilatérales entravaient la reconstruction d'infrastructures telles que les hôpitaux en Syrie et sapient les droits de la population à la survie et au développement, y compris ses droits au logement et aux soins médicaux, ce qui aggrave la situation humanitaire. Elle a exhorté les pays concernés à lever lesdites sanctions. Nous espérons que les pays visés respecteront les faits et entendront ces appels.

La Chine tient à rappeler qu'une diplomatie qui s'appuie sur des sanctions ne peut pas être couronnée de succès et n'aboutira qu'à d'interminables souffrances pour les populations des pays qui sont la cible de telles mesures. Nous exhortons les pays concernés à répondre à l'appel du Secrétaire général António Guterres, à écouter les appels énergiques de la communauté internationale et à lever immédiatement les mesures coercitives unilatérales imposées à la Syrie.

Annexe 4**Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, de leurs exposés sur la situation politique et la situation humanitaire en Syrie.

Je me félicite de l'annonce faite par l'Envoyé spécial concernant le prochain cycle de négociations de la Commission constitutionnelle à Genève. Ces réunions constituent un pas important vers le rétablissement de la confiance entre les autorités syriennes et leur opposition légitime.

J'encourage l'Envoyé spécial à étudier les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour rétablir la confiance entre les parties. À cet égard, la libération des personnes détenues arbitrairement, en particulier les femmes et les enfants, reste un impératif. Selon le Réseau syrien des droits de l'homme, plus de 1 800 personnes ont été arrêtées arbitrairement en Syrie en 2020.

Nous restons prudemment optimistes quant à l'accord de cessez-le-feu conclu dans le nord-ouest de la Syrie. Comme nous l'avons entendu, la trêve tient en grande partie, mais la violence règne dans de nombreux endroits du pays, mettant en danger les plus vulnérables. Nous devons admettre que la guerre est loin d'être terminée. Les affrontements se poursuivent, y compris les attaques meurtrières perpétrées par des groupes extrémistes.

Alors que le conflit continue de faire rage, des millions de personnes ont été forcées de quitter leurs foyers. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 1,5 million de Syriens vivent dans des camps de personnes déplacées en Syrie. Avec la venue de l'hiver, il est essentiel que les travailleurs humanitaires aient accès à tous ces lieux, qui se comptent par milliers. L'Estonie appelle les autorités syriennes et les autres parties au conflit à assurer un accès humanitaire sans entrave à tous ceux qui sont dans le besoin.

Une année s'est écoulée depuis la première réduction de l'assistance transfrontière à la Syrie après le double veto opposé par la Russie et la Chine à la fin 2019. Cette décision du Conseil de sécurité a sérieusement réduit notre capacité de venir en aide aux civils syriens. Les promesses de remplacer les livraisons transfrontières par la fourniture d'une aide à travers les lignes de front n'ont pas été tenues.

Nous rappelons au Gouvernement syrien et à ses alliés que l'Union européenne n'appuiera pas la reconstruction de la Syrie ni ne lèvera les sanctions tant qu'un véritable processus politique ne sera pas fermement engagé. La résolution 2254 (2015), les directives du Secrétaire général et le document sur l'aide humanitaire « Paramètres et principes de l'assistance des Nations Unies en Syrie » restent au cœur de l'envoi de l'aide à la Syrie. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions nous assurer que l'aide humanitaire ne sera pas instrumentalisée pour conforter des politiques injustes à l'égard du peuple syrien.

Annexe 5**Déclaration de M. Nicolas de Rivière, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français et anglais]

Je voudrais tout d'abord remercier l'Ambassadrice Kelly Craft de tout ce qu'elle a fait pendant son mandat de Représentante permanente des États-Unis d'Amérique et de tout ce qu'elle a accompli au cours de ces 18 mois. Je lui adresse tous mes vœux de succès dans ses projets à venir. Je remercie M. Lowcock et M. Pedersen pour leurs exposés.

La France note avec préoccupation le maintien de fortes tensions et du risque d'escalade sur le terrain. Elle met en garde contre toute tentative de faire changer les lignes de front dans le nord de la Syrie. Nous réitérons notre appel à la mise en œuvre d'une cessation des hostilités définitive et vérifiable à l'échelle nationale, conformément aux appels du Secrétaire général et de son envoyé spécial ainsi qu'aux résolutions du Conseil. L'Envoyé spécial doit être à la tête de ces efforts.

Seule une cessation des hostilités permettra d'apporter un répit à la population syrienne et d'unir les efforts de la communauté internationale pour répondre à la menace des groupes terroristes listés, dans le cadre du droit international. La résurgence de Daech dans le centre et le nord-est doit être un sujet de préoccupation commun : l'organisation terroriste a trouvé dans l'instabilité actuelle les moyens de reconstituer ses forces. La France continuera d'apporter toute sa part à la lutte contre le terrorisme, en lien avec ses partenaires de la coalition internationale : c'est une priorité.

La situation humanitaire demeure catastrophique. L'insécurité alimentaire devient chaque jour une réalité implacable pour la population syrienne. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de se propager et les chiffres officiels du régime semblent éloignés de la réalité. Les lacunes en matière d'acheminement d'aide, dans le nord-est en particulier, sont alarmantes. Les rigueurs de l'hiver font vivre un enfer à des centaines de milliers de personnes qui ne disposent pas d'un abri adéquat. Dans ce contexte, il est plus que jamais indispensable de garantir un accès humanitaire sûr à l'ensemble des personnes dans le besoin. Nous ne cesserons de le répéter : le droit international humanitaire est une obligation qui s'impose à tous. Je pense en particulier à la protection des civils qui reste une priorité absolue.

La France salue les efforts inlassables de l'Envoyé spécial pour préserver la centralité du processus onusien. C'est mon troisième point. La Commission constitutionnelle n'a de sens que si elle donne enfin lieu à des échanges substantiels entre les parties et permet d'aboutir rapidement à la réforme constitutionnelle, prévue par la résolution 2254 (2015) et dont la Syrie a besoin. La rédaction d'une constitution n'est toutefois qu'une étape. En cas d'échec de la prochaine réunion, l'Envoyé spécial et le Conseil devront en tirer toutes les conséquences et revoir leur approche.

Il est grand temps que le processus politique se connecte avec les aspirations de la population syrienne et lui redonne espoir. Pour cela, il faut obtenir des avancées sur le dossier des détenus et des personnes disparues et redonner voix aux Syriens par le biais des élections. Nous appelons l'Envoyé spécial à poursuivre ses efforts pour mettre en œuvre ces éléments centraux de la résolution 2254 (2015), notamment sur le volet électoral, et à en informer le Conseil. Nous appelons également la Russie à user de son influence pour que ces efforts puissent aboutir.

La crise en Syrie est aujourd'hui loin d'être derrière nous. Seule une solution politique, conforme à la résolution 2254(2015), permettra d'apporter une réponse à

l'instabilité chronique et permettre aux réfugiés et déplacés de rentrer chez eux de façon volontaire, sûre et digne. C'est une priorité pour la France au regard des implications du conflit syrien pour la stabilité de la région et la paix et la sécurité internationales.

D'ici là, l'Union européenne et ses États membres, dont les engagements représentent 70 % de ceux qui ont été pris lors de la conférence Bruxelles IV, continueront d'assumer leur part de responsabilités en finançant la réponse humanitaire en Syrie, y compris dans les zones tenues par le régime. Ils continueront également à veiller au plein respect des garanties d'impartialité et de transparence dans l'acheminement de l'aide et sa pleine conformité au document sur les principes et paramètres établi par l'ONU.

Mais tant que ce régime n'aura pas accepté de s'engager dans un processus de transition crédible, la France et l'Union européenne ne normaliseront pas leurs relations avec le régime et continueront d'encourager leurs partenaires à rester sur cette ligne. Nous ne financerons pas davantage la reconstruction ou toute assistance alignée sur les priorités de développement du régime. Il est essentiel que l'ONU fasse de même, pour ne pas se rendre complice de graves violations des droits de l'homme commises par le régime.

Ce sont les responsables de ces violations que les sanctions européennes visent de façon ciblée. Ils devront rendre compte de leurs crimes devant la justice. C'est pourquoi nous continuons d'apporter notre plein soutien aux mécanismes de lutte contre l'impunité.

Annexe 6

Déclaration de M. T. S. Tirumurti, Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens en premier lieu à remercier l'Envoyé spécial, Geir Pedersen, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés sur les événements politiques récents et la situation humanitaire en Syrie.

Comme nous le savons tous, les délibérations sur le conflit syrien ont débuté en mars 2011, durant les premiers jours de notre précédent mandat au Conseil de sécurité. En dépit de divergences de vue profondes, nous sommes sortis de l'impasse en adoptant une première déclaration présidentielle durant la présidence indienne en août 2011 (S/PRST/2011/16). Par la suite, la première résolution sur la Syrie, approuvant le plan en six points de l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, Kofi Annan, a été adoptée en mars 2012 (résolution 2042 (2011)), alors que les membres du Conseil étaient profondément divisés.

En décembre 2012, trois résolutions avaient déjà été adoptées sur la Syrie, mais leur mise en œuvre n'avait guère avancé. La politisation et la militarisation du conflit ont eu des conséquences désastreuses. Les groupes terroristes ont profité de la situation et se sont implantés. Les conséquences humanitaires du conflit ont jeté plus d'un million de personnes dans la rue, et près de 300 000 personnes sont parties se réfugier dans les pays voisins. Lorsque Lakhdar Brahimi a repris le relais de Kofi Annan, l'incapacité de la communauté internationale à régler la crise avait déjà des répercussions dans l'ensemble de la région.

Alors que nous entamons notre nouveau mandat au Conseil huit années plus tard, il est décourageant de constater que le règlement de la crise en Syrie reste hors de portée et que le processus politique n'a pas encore décollé. La complexité du conflit a augmenté avec l'implication d'acteurs régionaux. Le terrorisme émanant de la Syrie s'est propagé loin, touchant même certaines régions de l'Afrique. Des combattants étrangers impliqués dans le conflit syrien se sont également rendus dans d'autres endroits en tant que mercenaires. La situation humanitaire s'est aggravée, et elle est exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Le fait que le conflit soit aussi long et insoluble rend inévitable un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, qui préserve l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015), et dont les points culminants seront la réforme constitutionnelle et la tenue d'élections libres et régulières. Nous espérons que le conflit en Syrie sera réglé définitivement au plus vite et que la reconstruction du pays pourra commencer pour lui permettre de reprendre sa place au sein de la communauté des nations et d'assumer à nouveau son rôle historique dans le monde arabe. Pour atteindre cet objectif, l'Inde est prête à jouer un rôle constructif et concret au Conseil.

Sur le volet politique, la cinquième session de l'organe rédacteur de la Commission constitutionnelle doit se tenir à Genève le 25 janvier. Comme convenu à la quatrième session, qui s'est tenue il y a un mois, la Commission examinera les principes de base de la Constitution. Nous espérons que toutes les parties feront preuve de l'engagement, de la souplesse et de l'esprit de compromis nécessaires pour réaliser des avancées sur le volet politique. La communauté internationale, notamment l'ONU, doit continuer d'aider les parties à cet égard.

Nous notons que depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu en mars de l'année dernière, la situation est restée généralement calme dans le nord-ouest de la Syrie, ce qui est une bonne nouvelle. Nous espérons que les garants d'Astana

continueront de renforcer leurs échanges avec l'ONU afin de maintenir le caractère sacré du cessez-le-feu sur le terrain.

Il est cependant préoccupant de constater que les hostilités dans d'autres parties du pays se poursuivent sans relâche. La présence de combattants terroristes étrangers, ainsi que la poursuite des activités terroristes, ont aggravé la situation sur le terrain. Il est impératif que toutes les parties adhèrent à leurs obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme et les organisations terroristes en Syrie, désignées comme telles par le Conseil de sécurité.

Je vais maintenant aborder certaines questions qui suscitent une préoccupation immédiate sur le plan humanitaire. Comme l'a souligné le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, le peuple syrien est confronté à des conditions très difficiles qui empirent avec le froid des mois d'hiver. Au cours des deux derniers mois, les prix du carburant et du pain ont doublé, la livre syrienne a été dévaluée, les gens n'ont pas assez de carburant pour se chauffer et la moitié des foyers font état d'une consommation alimentaire insuffisante. Toutes ces préoccupations sont graves et doivent être réglées rapidement si nous voulons éviter une situation humanitaire désespérée.

Nous appelons la communauté internationale à aider la Syrie à reconstruire ses infrastructures, préserver les moyens de subsistance de la population et lutter contre la COVID-19. Dans cette situation, compliquée par les crises économique et humanitaire, nous devons être conscients des répercussions négatives que les sanctions continuent d'avoir sur la vie des citoyens ordinaires en Syrie.

L'Inde est favorable à ce que l'ONU poursuive ses opérations de secours humanitaires par tous les moyens possibles, avec la coopération du Gouvernement syrien. À cet égard, il est important de dissocier l'aide humanitaire des progrès accomplis sur le volet politique. Nous estimons que la cause noble et nécessaire de l'aide humanitaire ne doit jamais être politisée.

Depuis que le conflit a éclaté en 2011, l'Inde a fourni 12 millions de dollars d'aide humanitaire au Gouvernement syrien par des voies bilatérales et multilatérales. En outre, l'Inde a créé un parc consacré aux biotechnologies et un centre sur les technologies de l'information et a accordé 265 millions de dollars de lignes de crédit pour des projets dans les domaines de l'acier et de l'électricité. En juillet 2020, pour aider la Syrie à lutter contre la pandémie de COVID-19, nous avons offert 10 tonnes de médicaments à Damas. Nous avons également organisé une campagne d'essayage de membres artificiels à Damas entre décembre 2019 et janvier 2020, dont ont bénéficié plus de 500 Syriens. Nous avons également accordé des bourses à 1 000 étudiants syriens pour leur permettre de venir étudier en Inde. Amie fiable et de longue date de la Syrie, l'Inde se tient prête à continuer de fournir toute l'aide et tout l'appui possibles au peuple syrien.

Annexe 7**Déclaration de M^{me} Geraldine Byrne Nason, Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En premier lieu, étant donné que la représentante des États-Unis siège pour la dernière fois au Conseil de sécurité, je tenais à présenter personnellement mes meilleurs vœux à Kelly pour ses projets futurs et à lui rappeler de ne pas oublier ses racines irlandaises alors qu'elle quitte une famille pour en retrouver une autre.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et je remercie Mark Lowcock et Geir Pedersen des exposés présentés aujourd'hui, qui décrivent de manière frappante les problèmes considérables auxquels nous restons confrontés en Syrie. Je n'aborderai aujourd'hui que les questions politiques, car la représentante de la Norvège vient de parler au nom de l'Irlande en sa qualité de corédactrice sur les aspects humanitaires.

Aujourd'hui marque une reconnaissance douloureuse du fait qu'après presque 10 années d'une guerre brutale qui a des conséquences dévastatrices sur les citoyens ordinaires en Syrie, nous ne semblons pas nous être rapprochés d'un règlement politique crédible en application de la résolution 2254 (2015). Cela ne remet pas en cause l'Envoyé spécial, M. Pedersen, et son équipe dévouée, car cet état de faits est en grande partie imputable à l'absence d'engagement sérieux des autorités syriennes dans le processus politique. Que les choses soient claires : l'Irlande appuie pleinement le rôle de l'ONU et félicite M. Pedersen et son équipe du travail remarquable qu'ils accomplissent et de l'exposé qui nous a été présenté aujourd'hui.

Nous nous félicitons d'apprendre que les membres de la Commission constitutionnelle ont poursuivi leur dialogue sur les fondements et principes nationaux, mais il est clair que les progrès à ce jour ne sont ni suffisamment rapides, ni suffisamment concrets. L'Irlande ne peut qu'espérer qu'à la cinquième session prochaine, toutes les parties œuvreront dans l'urgence et, nous insistons là-dessus, avec sincérité, pour obtenir des résultats concrets sur les principes de base de la Constitution.

Je tiens à saluer tout particulièrement l'action des membres de la Commission qui représentent la société civile, et à me féliciter notamment des consultations et échanges en cours avec les représentantes syriennes, y compris le Conseil consultatif des femmes syriennes. Nous savons que, dans les circonstances désastreuses qui prévalent sur le terrain, un conflit a les répercussions les plus fortes sur la vie des plus vulnérables et que, très souvent, cela signifie les femmes, en l'occurrence les femmes syriennes. Mais nous savons aussi que ce sont des femmes résilientes et que les travaux de la Commission mettent en exergue à quel point il importe de veiller à leur participation pleine et concrète, sur un pied d'égalité, à la vie politique, et ce, alors même que ces femmes sont confrontées à des défis face auxquels nombre d'entre nous seraient dépourvus. Je peux assurer à M. Pedersen que nous continuerons de tenir ces propos et d'appuyer cette démarche.

Avancer sur la voie de l'élaboration de la Constitution est une composante critique des travaux nécessaires pour instaurer la paix. Plusieurs autres aspects essentiels de la résolution 2254 (2015) doivent être abordés d'urgence si nous voulons que la Syrie retrouve une paix durable.

Les conflits violents et le terrorisme restent, nous le savons, une triste réalité pour de nombreux Syriens ordinaires. Pour reprendre les paroles de M. Pedersen, un calme fragile continue globalement de régner, mais reste cependant largement en-deçà du cessez-le-feu national, durable et vérifiable exigé dans la résolution 2254 (2015).

Les bombardements, les frappes aériennes et les attaques à l'engin explosif improvisé continuent de tuer et de blesser des civils. Cela va sans dire : tout cela, nous le savons, est absolument inacceptable et intenable.

Selon nous, il ne peut y avoir de paix durable tant que les responsabilités ne sont pas établies, et il ne peut y avoir de véritable paix sans justice. Nous pensons qu'il est impératif de faire en sorte que les responsables de violations du droit international humanitaire et de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits rendent des comptes, et de veiller à ce que soient mises en œuvre les recommandations faites par les mécanismes impartiaux, notamment la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Nous sommes fermement convaincus qu'il nous faut nous dresser collectivement contre l'impunité et veiller à ce que ceux qui torturent, assassinent et commettent d'autres crimes odieux répondent de leurs actes. Les preuves de violations et d'abus graves sont abondantes. La responsabilisation et la réconciliation vont de pair et sont indispensables à une paix durable.

Comme l'a souligné l'Envoyé spécial, nous n'avons pas encore constaté de progrès concrets en ce qui concerne les détenus, les personnes enlevées et les personnes portées disparues. L'Irlande relaie l'appel de M. Pedersen tendant à ce que des mesures concrètes soient prises, notamment en accordant l'accès aux prisons et aux centres de détention, afin que nous puissions disposer de véritables informations sur les disparus. Il est urgent d'agir sur ces questions, et c'est également une mesure de confiance cruciale.

Aujourd'hui, des millions de Syriens, de Syriens ordinaires, sont toujours éparpillés en tant que réfugiés, et les conditions nécessaires à leur retour volontaire, dans la sécurité et la dignité, sont loin d'être réunies. Seule une solution politique crédible pourra permettre de remplir ces conditions. Nous espérons qu'elle sera très vite une réalité.

L'Irlande reste préoccupée de voir que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et les entités qui lui sont affiliées restent actifs et exploitent, bien sûr, le vide qui existe dans certains pans de la Syrie. L'Union européenne contribue par des moyens non militaires à la Coalition mondiale contre l'EIIL/Daech, aux fins de stabiliser la situation dans le nord-est de la Syrie.

Au terme de près de 10 années de conflit, le processus politique a tout simplement échoué pour les Syriens ordinaires. Nous le regrettons profondément, car ils continuent de subir de terribles souffrances, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Syrie. Nous le répétons : seul un règlement politique pourra mettre fin à ces souffrances et empêcher la poursuite du conflit et de l'instabilité.

Nous entendons continuer de coopérer avec M. Pedersen et il peut compter sur l'Irlande tandis qu'il collabore avec les autorités syriennes ; nous espérons que ces dernières participeront en toute sincérité à ces efforts. Nous voulons rétablir la paix et la justice et, surtout, redonner espoir au peuple syrien.

Annexe 8**Déclaration de M. Martin Kimani, Représentant permanent du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie M. Geir Pedersen et M. Mark Lowcock de leurs exposés.

Avant de commencer, je voudrais remercier l'Ambassadrice Kelly Craft de son travail et de son partenariat. Le Kenya lui présente tous ses vœux de succès dans ses entreprises futures. Son départ du Conseil de sécurité, au moment même où j'y entre, me rappelle que même si certains membres sont permanents et même si nous servons tous au sein de missions permanentes, au niveau humain, nous sommes tous élus. Nous sommes tous de passage, et nous espérons tous apporter la contribution la meilleure possible. J'espère que nous partageons tous cette prise de conscience, car elle peut nous permettre de forger un consensus plus large pour répondre à l'urgence des attentes du peuple syrien, comme à celles des peuples concernés dans d'autres dossiers, en matière de paix et de sécurité. Je félicite également les États-Unis de la passation pacifique du pouvoir d'une Administration à l'autre, transition sans heurts que le monde entier observe et apprécie.

Ma délégation se félicite que nos réunions examinent simultanément le processus politique et la situation humanitaire, car elles fournissent une vue d'ensemble holistique de la situation en Syrie, où ces deux éléments sont indéniablement liés.

Nous sommes gravement préoccupés par les immenses souffrances du peuple syrien. Personne ne peut oublier les ravages et le mal que leur a fait subir l'État islamique d'Iraq et du Levant, entre autres formes de violences systématiques et inhumaines. Nous avons un souvenir vivace des caravanes de familles réfugiées qui, pour préserver leur sécurité, ont dû fuir leurs domiciles et régions d'origine que le Gouvernement ne pouvait pas protéger.

Le Kenya se tient aux côtés du peuple syrien. Nous comprenons les pressions et intérêts qui président à la manière dont le peuple syrien est traité et dont les solutions pour l'aider sont élaborées et mises en œuvre.

Le Kenya estime que le Conseil de sécurité et l'ordre multilatéral doivent donner la priorité au peuple syrien. C'est la raison pour laquelle le Conseil a été créé. C'est le seul argument par lequel le Conseil peut prétendre à être tenu en haute estime par les citoyens bien intentionnés des États Membres de l'ONU.

En voyant l'absence de consensus et la manière dont les intérêts du peuple syrien sont subordonnés à de multiples intérêts concurrents, nous comprenons encore plus profondément pourquoi il est si important de réformer le système multilatéral pour en faire un médiateur plus efficace de la paix et de la sécurité mondiales.

C'est sur la base de cette position que le Kenya est foncièrement convaincu que la solution à long terme de la crise syrienne réside dans un dialogue politique auquel participerait un échantillon le plus large possible du peuple syrien. Nous mettons en garde avec insistance sur le fait que, dans la quête d'un dialogue inclusif, les groupes terroristes et leurs dirigeants, qui sont à l'origine de ces considérables souffrances et atrocités, ne doivent pas être récompensés par une reconnaissance politique.

Le Kenya prend note de la conclusion de la quatrième session de la Commission constitutionnelle, qui s'est tenue du 30 novembre au 4 décembre 2020. Ce qu'il faut désormais, c'est une collaboration urgente entre les parties sur le processus de réforme constitutionnelle nécessaire à un règlement politique propre à être au fondement de la sécurité. Nous attendons avec intérêt la prochaine réunion d'information qui présentera les conclusions de la cinquième session de la Commission constitutionnelle.

En ce qui concerne la situation humanitaire alarmante, le Kenya est gravement préoccupé par les attaques qui continuent de prendre pour cible les civils et les travailleurs humanitaires, ainsi que par le nombre élevé de cas de maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, nous estimons qu'il ne doit y avoir aucune restriction à la fourniture de l'aide. Pour cette raison, nous appelons à une coopération plus étroite entre le Gouvernement syrien et l'ONU pour mieux faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à travers les lignes de front et les frontières, pour qu'elle puisse parvenir à la population civile qui en a grand besoin.

Pour terminer, le Kenya réitère son appui à un dialogue politique conduit et contrôlé par les Syriens. Nous sommes toujours convaincus que le système multilatéral, et en particulier le Conseil de sécurité, doit trouver davantage de moyens pour parvenir à un consensus et à l'approche collaborative que le peuple syrien mérite et que le monde entier attend.

Annexe 9**Déclaration de M. Juan Ramón de la Fuente Ramirez, Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Je voudrais saisir cette occasion pour souhaiter à mon amie l'Ambassadrice Kelly Craft plein succès pour l'avenir, sur le plan personnel et professionnel. Nous avons eu peu d'occasions de nous rencontrer au Conseil, mais nos équipes ont fait preuve d'une excellente collaboration dans différents cadres, comme il sied à deux bons voisins. Bonne chance, chère Kelly, nous resterons en contact.

Je remercie l'Envoyé spécial Geir Pedersen et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés.

Le Mexique se félicite des progrès réalisés lors des récentes réunions de la Commission constitutionnelle, aussi modestes soient-ils, et espère que pendant la réunion qui doit se tenir la semaine prochaine, les travaux sur la définition des principes constitutionnels continueront d'avancer et que le processus de rédaction d'une nouvelle constitution se poursuivra.

Nous saluons les efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour garantir la participation de la société civile aux travaux de la Commission, en particulier des femmes. Le Mexique est fermement convaincu que le leadership et une participation substantielle des femmes sont essentiels à la consolidation de la paix.

Nous appelons également à l'intensification des efforts et à des progrès dans d'autres domaines en faveur de la transition politique, comme un cessez-le-feu national, la libération unilatérale des détenus et la clarification des faits concernant les personnes portées disparues.

Comme cela a été dit ici, la solution au conflit syrien n'est pas militaire. La seule façon de régler ce conflit est de recourir aux consultations et au dialogue politique, sous les auspices de l'ONU et avec le concours de partenaires régionaux et internationaux. Par conséquent, nous nous félicitons de la déclaration d'Oula, dans laquelle le Conseil de coopération du Golfe réaffirme son appui à ce processus politique, sur la base de la résolution 2254 (2015).

Comme c'est la première fois que le Mexique intervient sur cette question en sa qualité de membre du Conseil de sécurité, nous tenons à saluer le travail du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de tous les organismes des Nations Unies et de tous les acteurs humanitaires sur le terrain qui ont contribué à régler cette crise humanitaire.

Toutefois, la situation humanitaire continue de se détériorer. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a aggravé une situation déjà désastreuse, et qui continue de se détériorer puisque le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire pour survivre s'élève maintenant à environ 13 millions. Compte tenu de la gravité de la situation humanitaire, je voudrais souligner trois points.

Premièrement, la situation alimentaire est critique. Une décennie de conflit a plongé plus de 9 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire. Il est impératif que les différents organismes des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires continuent de fournir une aide humanitaire pour éviter que la situation ne se détériore davantage. Tous les acteurs et convois humanitaires doivent bénéficier d'un accès sans entrave et ne doivent pas être soumis à des retards bureaucratiques inutiles.

Deuxièmement, en ce qui concerne les effets de l'hiver et la situation des personnes déplacées, malgré les efforts déployés, il n'y a pas encore d'abris et de protection adéquats, ce qui conduit à une dégradation des conditions de vie de la population. Les camps, comme le camp de Hol, hébergent principalement des femmes et des enfants qui, en l'absence d'une protection adéquate, ont recours à des pratiques dangereuses qui ont déjà causé des accidents très regrettables, notamment des incendies.

Troisièmement, s'agissant de l'augmentation des cas de COVID-19, qui concerne en premier lieu les personnels de santé, ceux-ci doivent être dotés d'équipements de protection individuelle et le moment venu, avoir accès aux vaccins, tout comme l'ensemble de la population syrienne. Nous appelons de nouveau tous les États à renforcer leur coopération, conformément à la résolution 74/274 de l'Assemblée générale, pour assurer un accès équitable aux médicaments, aux vaccins et au matériel médical. C'est la meilleure façon de faire face à la pandémie. Le peuple syrien a droit au meilleur état de santé physique et mentale possible.

La distribution d'équipements de protection aux personnels de santé, ainsi que de vivres et de fournitures de protection pour l'hiver, illustre l'importance de continuer à utiliser toutes les voies d'acheminement de l'aide humanitaire. Si nécessaire, d'autres points de passage, comme celui de Bab el-Haoua, doivent être ouverts, dans le but ultime de sauver des vies.

Ce n'est pas une question de géopolitique. Le Mexique appelle tous les acteurs concernés à veiller à ce que l'aide humanitaire dont le peuple syrien a un besoin urgent ne soit pas politisée ou qu'on ne l'empêche pas délibérément d'atteindre sa destination.

Annexe 10**Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je voudrais d'entrée de jeu rendre hommage à Kelly Craft, ma très chère amie, pour sa contribution de qualité aux travaux du Conseil, son sens d'écoute et de recherche de compromis, en ce jour où c'est sa dernière participation à nos travaux. Je ne doute pas qu'elle continuera de donner le meilleur d'elle-même partout où le devoir l'appellera.

Dans les différentes présentations qu'ils ont eu à faire au Conseil, M. Geir Pedersen et M. Mark Lowcock nous ont fidèlement présenté la situation qui prévaut en Syrie dans ses aspects d'espoir mais aussi de contrariété, voire de déception. Les communications qu'ils viennent de nous faire aujourd'hui ne dérogent pas à cette tradition.

La position de mon pays, le Niger, concernant la crise syrienne reste constante. Pour nous, le dénouement de cette crise doit se faire sur une base politique et non militaire, selon un processus inclusif, conduit par les Syriens eux-mêmes. Nous estimons de ce fait nécessaire d'apporter notre ferme soutien à l'Envoyé spécial dans ses efforts inlassables en vue de promouvoir le dialogue et la confiance mutuels entre les parties concernées et de remettre le processus politique sur la bonne voie, conformément à la résolution 2254 (2015).

C'est pourquoi ma délégation se réjouit de la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle, après plusieurs mois d'interruption. Nous espérons que lors des prochaines rencontres, tous les membres de la Commission s'investiront dans les négociations de bonne foi, en recherchant les compromis nécessaires, de façon à mettre la Syrie dans une dynamique de paix et de sécurité.

La cessation des hostilités reste une condition essentielle pour réaliser des progrès tangibles dans la résolution de la crise en Syrie. La poursuite des combats, les bombardements et l'usage des engins explosifs improvisés demeurent pour nous une réelle source de préoccupation. Aussi ma délégation appelle-t-elle les parties concernées au respect des engagements pris dans le cadre des différents accords, pour parvenir à un cessez-le-feu national et complet.

Nous soutenons également les appels du Secrétaire général et de son Envoyé spécial pour un cessez-le-feu national immédiat en Syrie, afin de créer d'une part, les conditions de succès du processus politique, et d'autre part, de rendre efficace la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), dont la propagation augmente de manière exponentielle dans le pays.

Sur le plan humanitaire, il est clair qu'une amélioration substantielle doit être apportée au mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire sur toute l'étendue du territoire syrien. Au moment où les populations syriennes continuent de souffrir des effets conjugués des difficultés économiques et de l'augmentation des cas de COVID-19, les procédures au point de passage de Bab el-Haoua et entre la ligne de contrôle doivent être fluidifiées de façon à permettre l'accélération de la livraison de l'aide humanitaire, y compris les fournitures et équipements médicaux, dont le système de santé syrien a tant besoin pour faire face à la pandémie. Ma délégation réitère son appel à toutes les parties pour qu'elles respectent leurs obligations en termes de protection des civils et permettent un accès rapide, sûr et sans entrave à tous les travailleurs humanitaires soucieux de venir en aide à des millions de personnes dans le besoin, souvent au péril de leur vie.

Dans le même ordre d'idée, le Niger demeure préoccupé par le sort réservé à de nombreuses femmes et même à des enfants qui sont détenus arbitrairement dans les deux camps. Nous appelons les parties au conflit à respecter les droits humains et à partager les informations sur le sort de ces détenus.

Nous soutenons les appels lancés par le Secrétaire général et son envoyé spécial, qui encouragent une libération massive et unilatérale des détenus, ainsi que des actions significatives sur le cas des personnes disparues. Cela contribuera, à n'en pas douter, à une décrispation de l'ensemble de la situation et pourrait largement contribuer à promouvoir les progrès que nous attendons tous, en vue du dénouement heureux de la crise syrienne.

En conclusion, ma délégation exhorte les membres du Conseil à toujours garder à l'esprit les conditions difficiles du peuple syrien dans l'examen des multiples facettes de cette crise qui n'a que trop duré.

À l'instar de toutes les nations confrontées au terrorisme, la République arabe syrienne est en droit de protéger sa souveraineté et de combattre sans relâche les groupes terroristes qui cherchent à profiter de la crise sanitaire actuelle pour se reconstituer et reprendre le terrain perdu, ignorant, ce faisant, l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu en cette période de pandémie. Bien évidemment, cette lutte doit se faire dans le respect du droit international humanitaire, en veillant notamment à la protection des civils innocents et à leur accès à l'aide humanitaire.

Annexe 11**Déclaration de M^{me} Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je prononce cette déclaration au nom des corédacteurs pour le dossier humanitaire syrien, à savoir l'Irlande et la Norvège. Nous remercions de leurs exposés d'aujourd'hui le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour la première séance du Conseil de sécurité de 2021 sur la situation humanitaire en Syrie. Près de 10 années se sont écoulées depuis le début du conflit. Après avoir tourné la page sur l'année 2020, nous continuons à être témoins d'une situation humanitaire extrêmement difficile dans tout le pays. Notre rôle de corédacteurs pour le dossier humanitaire reflètera une mobilisation en faveur de la réponse humanitaire en Syrie qui s'inscrit dans le long terme. L'objectif général sera de faire en sorte que l'aide humanitaire continue de parvenir à toutes les personnes dans le besoin, par tous les moyens et toutes les modalités nécessaires, conformément aux principes humanitaires.

Le nombre total de personnes ayant besoin d'aide humanitaire et de protection est passé de 11 millions à un chiffre record de 13 millions durant l'année écoulée. La crise socioéconomique en Syrie continue de se dégrader, atteignant des proportions catastrophiques sans précédent. Dans tout le pays, nous avons constaté une hausse des prix des denrées alimentaires, une aggravation de la pénurie de carburant et une perte constante des moyens de subsistance, autant de facteurs que vient encore exacerber la maladie à coronavirus (COVID-19). Selon toute vraisemblance, plus de la moitié de la population syrienne est aujourd'hui confrontée à l'insécurité alimentaire.

Nous sommes préoccupés par le fait que le nombre de cas de COVID-19 signalés continue d'augmenter, ce qui a des conséquences désastreuses sur un système de santé déjà en ruine. Les capacités de test étant limitées ou inexistantes, des indicateurs tels que le taux de mortalité ne laissent guère de doute quant à l'ampleur de la transmission communautaire. Il est essentiel que le système de santé syrien reçoive l'appui dont il a besoin pour lutter contre la pandémie, y compris un accès équitable aux vaccins. Il va sans dire que nous soutenons pleinement les efforts de l'Organisation mondiale de la Santé.

Un approvisionnement continu en eau potable est essentiel dans toutes les situations, mais plus encore en pleine pandémie. Nous sommes profondément préoccupés par les informations faisant état de nouvelles interruptions à la station de pompage d'eau d'Alouk, privant plus d'un demi-million de personnes de leur principale source d'eau. Toutes les parties concernées doivent s'engager en faveur d'un règlement et appuyer les efforts déployés par l'ONU pour trouver une solution durable.

L'hiver est arrivé tard, mais il a frappé fort. On souffre maintenant du froid et de la faim dans toute la Syrie. Les conséquences pour les plus de 2 millions de personnes déplacées qui vivent dans des abris de secours inadéquats sont catastrophiques. Plusieurs enfants sont morts tragiquement dans des incendies de tentes alors que les familles essayaient de se réchauffer. Nous suivons avec inquiétude les tempêtes hivernales dans le nord-ouest du pays, qui seraient les plus importantes jusqu'à présent cette saison. Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'ouest des provinces d'Alep et d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, auraient causé des dégâts dans les sites de personnes déplacées. Les rapports indiquent qu'au moins

41 200 personnes ont été touchées et qu'au moins 62 camps ont été endommagés ou détruits par la tempête. Nous demandons que soient intensifiés de toute urgence les efforts de secours en faveur des enfants et des familles dans les zones touchées.

Les besoins de protection des Syriens ne cessent de s'accroître. Au début de ce mois, nous avons une fois encore reçu des nouvelles déchirantes d'enfants tués dans des accidents causés par des engins non explosés dans des endroits tels que Deraa et Deir el-Zor. Ils ne sont pas les premiers et ne seront pas les derniers. Le dur travail de déminage humanitaire a à peine commencé. Cela démontre également la nécessité de renforcer les efforts de sensibilisation au danger des mines dans toutes les zones touchées.

Les rapports du Secrétaire général soulignent les besoins humanitaires immenses et croissants auxquels les Syriens sont confrontés. L'ONU, le Mouvement international de la Croix – Rouge et du Croissant-Rouge et les organisations non gouvernementales partenaires continuent de mener l'une des plus grandes opérations humanitaires au monde, venant en aide à 7,4 millions de personnes en moyenne par mois dans toute la Syrie. L'intervention en cours démontre la nécessité d'assurer une approche de principe de l'aide humanitaire et de la protection, qui permette d'atteindre les populations dans toutes les régions du pays.

Bien que l'accès humanitaire reste difficile, des progrès ont été réalisés dans certaines régions du pays durant l'année écoulée. Nous espérons que cela se poursuivra en 2021. Des rapports récents du Secrétaire général et des partenaires humanitaires soulignent que l'aide acheminée par-delà les lignes de front dans le nord-est reste insuffisante pour répondre aux besoins de la population. Aussi appelons-nous toutes les parties concernées à faciliter une augmentation concertée de cette aide. Dans le nord-ouest, grâce aux efforts de l'ONU et de ses partenaires, le point de passage de Bab el-Haoua continue de jouer un rôle indispensable dans l'acheminement de l'aide aux 3 millions de personnes dans le besoin.

Pour terminer, je tiens à rendre hommage à l'ensemble du personnel humanitaire et médical pour ses efforts inlassables. Nous engageons toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et à protéger ceux qui risquent leur vie pour sauver celles des autres.

Deuxième déclaration de M^{me} Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vais maintenant faire quelques observations supplémentaires sur le volet politique à titre national.

Le seul moyen de mettre fin aux déplacements, aux destructions et aux besoins humanitaires est d'instaurer un cessez-le-feu national et de trouver une solution politique. Même si des victoires militaires sont remportées sur le champ de bataille, seul un règlement politique durable et inclusif permettra de mettre fin aux souffrances du peuple syrien et de prévenir la reprise du conflit et l'instabilité. La Norvège fera tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer un règlement politique en Syrie.

Nous appuyons pleinement les efforts de l'Envoyé spécial, M. Pedersen, et de son bureau visant à faciliter la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015). Je pense notamment aux travaux essentiels de la Commission constitutionnelle, ainsi qu'aux initiatives qui visent dans l'ensemble à mettre un terme au conflit et à instaurer une paix pérenne en Syrie.

S'agissant de la Commission constitutionnelle, nous nous félicitons de la reprise des réunions à la fin de 2020 et du prochain cycle de pourparlers, qui doit

se tenir la semaine prochaine à Genève. Pour la première fois, l'organe restreint de la Commission abordera la question des principes constitutionnels. Nous espérons que toutes les parties participeront de bonne foi à l'examen de toutes les questions de fond, en vue de trouver un terrain d'entente et d'ouvrir la voie au lancement du processus de rédaction. C'est aux parties syriennes qu'il incombe de faire avancer le processus constitutionnel. Celui-ci doit être contrôlé par les Syriens, avec le ferme appui de la communauté internationale et du Conseil de sécurité. C'est une occasion à ne pas manquer.

Plus de cinq années se sont écoulées depuis que la résolution 2254 (2015) a été adoptée par le Conseil. Nous exhortons les parties et tous les acteurs à contribuer à des progrès concrets. Nous appuyons l'appel de l'Envoyé spécial en vue de faire le bilan de l'état d'avancement du processus politique pour déterminer le meilleur moyen d'aller de l'avant. En sus des travaux importants de la Commission constitutionnelle, nous devons également déployer davantage d'efforts pour régler toutes les questions, avec la participation constructive des partenaires régionaux et internationaux et de toutes les parties.

Nous demeurons également préoccupés par le sort d'un grand nombre de personnes qui sont toujours portées disparues ou détenues en Syrie. Nous appelons toutes les parties à libérer les personnes détenues arbitrairement – en particulier les femmes et les enfants – et à faciliter leur retour dans leurs familles. Aucune autre mesure de confiance n'est plus importante. Nous demandons instamment à toutes les parties de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger plus efficacement les enfants et garantir leurs droits, notamment en assurant la sécurité des écoles et des installations sanitaires.

L'expérience nous a enseigné que l'inclusion est essentielle pour le succès des processus de paix et pour des règlements politiques qui sont non seulement justes, mais également durables. À cet égard, nous félicitons l'Envoyé spécial pour son dialogue étroit avec le Comité consultatif des femmes syriennes et pour ses efforts résolus en faveur de la participation active des femmes, notamment celles d'origines diverses, et de la société civile dans son ensemble au processus constitutionnel. Une participation directe et véritable des femmes et de la société civile au processus politique est essentielle pour instaurer une paix pérenne fondée sur le respect des droits de l'homme et l'état de droit.

Enfin, je voudrais aborder la question de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Les attaques récentes dans le centre et l'est de la Syrie, qui ont fait des dizaines de victimes, nous rappellent que l'EIIL représente toujours une grave menace, que ce soit pour la Syrie ou pour la sécurité et la stabilité internationales. Nous devons rester vigilants, compte tenu de son existence et de sa capacité de se développer et d'inspirer des attaques terroristes bien au-delà de la Syrie et de l'Iraq. La Norvège est attachée aux efforts de stabilisation dans les deux pays et continuera d'appuyer la lutte contre l'EIIL.

Annexe 12**Déclaration de M. Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Avant d'aborder le sujet de la présente réunion, je tiens à rendre hommage à la Représentante permanente des États-Unis, Kelly Craft, qui participe aujourd'hui à sa dernière réunion du Conseil de sécurité en cette qualité. Je tiens à la remercier de sa coopération et de l'esprit d'amitié qu'elle a manifesté en dépit de nos désaccords au Conseil, notamment sur la question à l'examen aujourd'hui. Je suis certain que M^{me} Craft a laissé son empreinte dans l'histoire du Conseil de sécurité et qu'elle a contribué à ses travaux. Je la prie d'accepter nos meilleurs vœux de plein succès dans toutes ses activités futures. Nous espérons qu'elle n'oubliera pas ses amis au Conseil de sécurité. Je vais maintenant revenir sur ce que la Représentante permanente, M^{me} Craft, a décrit dans sa déclaration comme la version russe de l'histoire syrienne.

Nous remercions Geir Pedersen et Mark Lowcock des informations qu'ils ont données concernant la situation en Syrie.

Nous nous félicitons du fait qu'en dépit du facteur coronavirus et des restrictions bien connues à cet égard, la cinquième session du comité de rédaction de la Commission constitutionnelle ait été programmée pour le 25 janvier à Genève. Cela confirme la détermination de la délégation gouvernementale à stabiliser et à régler la situation dans le pays, en dépit des accusations et des pressions économiques, politiques et militaires dont elle fait l'objet de la part des États occidentaux. Nous avons l'intention d'appuyer les efforts de médiation de M. Pedersen et, en collaboration avec nos collègues dans le cadre du processus d'Astana, d'encourager les délégations de Damas et de l'opposition à adopter une attitude constructive. Nous avons toujours préconisé la non-ingérence dans le processus politique dirigé et conduit par les Syriens eux-mêmes, comme le stipule expressément la résolution 2254 (2015). Il est encore plus inadmissible de préjuger du résultat de ce processus ou d'imposer des délais artificiels. D'ailleurs, la résolution 2254 (2015) ne dit rien au sujet des prochaines élections et n'a aucune incidence à cet égard.

Même si la situation en Syrie s'est stabilisée, les risques d'escalade persistent. Nous prenons note des tensions élevées, en particulier dans les zones non contrôlées par le Gouvernement – Edleb, la région de l'Euphrate et Tanf. Les terroristes de Hay'at Tahrir el-Cham continuent de bombarder des agglomérations et des positions de l'armée syrienne et continuent d'opprimer les civils, de procéder à des exécutions et de s'enrichir illégalement. Le nombre de cellules de l'État islamique d'Iraq et du Cham a augmenté dans la région de l'Euphrate et les affrontements se sont intensifiés entre les unités et tribus kurdes ainsi qu'entre diverses forces kurdes. Nous condamnons également les frappes aériennes menées par Israël sur le territoire syrien, qui menacent la stabilité de l'ensemble de la région.

Nous sommes déçus par l'imposition des sanctions contre le Ministre syrien des affaires étrangères, Fayssal Mekdad, par les pays occidentaux. Cet acte montre que les occidentaux n'ont pas la volonté de rechercher une solution diplomatique à la crise syrienne, dont ils sont dans une large mesure les instigateurs.

S'agissant du volet humanitaire du dossier syrien au Conseil de sécurité, nous devons nous concentrer sur les aspects clefs qui exigent des solutions urgentes.

Le compte à rebours pour le mécanisme transfrontières d'acheminement d'aide humanitaire en Syrie s'accélère. Nous avons souligné à maintes reprises que les travaux de ce mécanisme soulèvent de nombreuses questions en raison de l'absence

de transparence et de responsabilisation – d’autant plus que la proportion de convois humanitaires acheminés par l’ONU dans le cadre de ce mécanisme est infime par rapport au volume total d’aide humanitaire acheminée depuis la Turquie.

Dans ce contexte, il est décourageant de constater que le convoi humanitaire devant se rendre à Edleb n’a pas franchi les lignes de contact depuis près d’un an. M. Lowcock a déclaré que les parties ne parvenaient pas à se mettre d’accord en ce qui concerne ce convoi. Je tiens à le corriger. Damas a honoré ses obligations en approuvant la mission, et a donné cette autorisation en avril. La voie qui mène à l’enclave est ouverte. Qu’est-ce qui empêche les « autres parties » de coopérer ? Nous posons sans cesse cette question parce que nous ne comprenons pas le sens de la déclaration d’engagement à respecter le droit international humanitaire et à faciliter l’acheminement de l’aide humanitaire qu’ont signée les groupes armés – en fait, des terroristes, qui ont été désignés comme tels par le Conseil de sécurité – sous les auspices du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Nous n’avons jamais entendu des commentaires de l’OCHA sur ce document. Nous aimerions les entendre enfin.

Nous voudrions maintenant nous adresser aux nouveaux corédacteurs pour le dossier humanitaire syrien, les délégations irlandaise et norvégienne. Ils ne doivent pas suivre l’exemple de leurs prédécesseurs qui se sont concentrés exclusivement sur le mécanisme transfrontière. Bientôt, il nous faudra à nouveau examiner la question de savoir s’il doit être étendu. La spirale des passions et des émotions s’emballera, mais de façon prévisible, dans un seul sens uniquement. Une fois de plus, la majorité restera silencieuse sur l’absence de progrès dans l’acheminement de l’aide de Damas à Edleb.

Notre position est très claire : le mécanisme transfrontière, créé comme un outil temporaire en 2014, devient obsolète et continue de porter atteinte à la souveraineté et à l’intégrité territoriale de la Syrie. La République arabe syrienne n’est plus le pays déchiré par le terrorisme qu’elle était lorsque le mécanisme a été établi. Le pays est en cours de reconstruction et le Gouvernement fait tout son possible pour faciliter l’acheminement de l’aide depuis l’intérieur du pays. Il suffit de mentionner l’aide humanitaire acheminée vers le nord-est via l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) : plus de 90 % de l’aide est distribuée dans des territoires qui ne sont pas contrôlés par Damas.

La souveraineté et l’intégrité territoriale de la Syrie doivent être rétablies. Nous appelons nos collègues irlandais et norvégiens, ainsi que tous les autres membres du Conseil, à faire preuve d’impartialité et à envisager la situation sous cet angle. Critiquer notre position sur le mécanisme transfrontière semble blasphématoire alors que les livraisons de Damas à Edleb sont retardées sous des prétextes farfelus et inexplicables.

Je ne peux manquer de mentionner le sujet des mesures restrictives unilatérales illégales, autrement dit, les sanctions. Durant la réunion du Conseil de sécurité en décembre (voir S/2020/1257), nous avons appelé l’attention sur les directives anti-sanctions pour la période de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui ont été publiées le 10 décembre par Alena Douhan, Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l’exercice des droits de l’homme. Il s’agit essentiellement d’un condensé des problèmes rencontrés par les travailleurs humanitaires en Syrie. C’est le dialogue avec eux qui a servi de base à la préparation de ce document.

Je ne citerai que quelques exemples, parmi les plus flagrants, des difficultés rencontrées par les Syriens ordinaires. L’exclusion de la Banque centrale syrienne des systèmes de paiement internationaux et le « double usage » potentiel de l’aspect humanitaire empêchent le Gouvernement syrien d’acheter non seulement des tests de réaction en chaîne par polymérase, des équipements de protection individuelle et des seringues, mais, aussi absurde que cela puisse paraître, même du dentifrice. Les

restrictions à l'utilisation des plateformes en ligne, qui ne sont pas accessibles depuis le territoire syrien, contribuent également aux difficultés de la Syrie. Par exemple, l'absence d'un personnel médical suffisant entrave les consultations médicales à distance pour les patients, la télémédecine, qui fait la fierté du monde moderne. Les écoliers sont privés de la possibilité d'étudier en ligne depuis chez eux.

Dans le même contexte, il convient d'insister sur le droit des Syriens à accéder au vaccin contre la COVID-19. La pression des sanctions qui est exercée sur la Syrie limite considérablement la capacité des habitants des territoires contrôlés par le Gouvernement de se protéger contre la pandémie. Les raisons sont les mêmes : les listes noires des contrevenants aux sanctions découragent les fournisseurs potentiels.

Ce cercle vicieux dans lequel les Syriens ordinaires sont pris au piège doit être brisé au plus vite. Il est inacceptable de stigmatiser le Gouvernement et de l'accuser d'inertie tout en coupant complètement le pays du monde extérieur, des contacts commerciaux et des transactions financières. La Syrie a un droit légitime à un développement autonome et viable, et Damas fait tout son possible dans les circonstances compliquées actuelles pour maintenir son économie à flot.

Je rappelle à nos collègues que le nord-est occupé de la Syrie non seulement est riche en hydrocarbures, mais que les recettes de leur vente ne sont en aucun cas versées au Trésor syrien, mais ailleurs. Dans le même temps, la Syrie subit des dommages environnementaux dont personne ne veut être tenu responsable, et l'ONU est simplement silencieuse à leur sujet. C'est la Puissance occupante qui en est responsable. Le nord-est de la République arabe syrienne, qui était le grenier à blé, non seulement du pays mais aussi de la région, est maintenant également coupé de l'économie nationale. Alors que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture signale une hausse sensible de la production agricole en 2020, d'une moyenne de 77 % par rapport aux cinq années précédentes, le taux de famine dans le pays est en augmentation. Dans cette situation, est-il juste de blâmer Damas, qui éprouve des difficultés à nourrir ses citoyens parce qu'il n'a pas accès à ses ressources nationales ?

Même si certains collègues se plaisent à voir la propagande russe ou syrienne dans les sujets liés aux sanctions, cette question est de plus en plus soulevée à l'ONU. Outre les documents de la Rapporteuse spéciale et les appels du Secrétaire général en décembre, le Directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale, Ahmed Al-Mandari, a ouvertement admis au cours d'une réunion d'information que les sanctions ont des effets négatifs sur tous les aspects de la vie en Syrie, y compris les soins de santé.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de poser une question à M. Lowcock à ce sujet. Durant la réunion du Conseil du 14 janvier sur le Yémen (voir S/2021/56), il a déclaré avec émotion que les dérogations humanitaires ne régleraient pas le problème de l'approvisionnement de ce pays et que, même si elles permettaient que les marchandises soient livrées, les prix de ces dernières seraient excessifs. Il a dit que, dans le contexte du Yémen, cette situation suscite de graves préoccupations, car elle limite fortement la capacité des agents humanitaires sur le terrain. Nous apprécions sa franchise et son courage à cet égard. Mais quelle est la différence entre la situation au Yémen et celle en Syrie ? Les mêmes dérogations humanitaires dysfonctionnelles, le même blocage des comptes bancaires, la même crainte des fournisseurs de tomber sous le coup de sanctions secondaires et la même augmentation des prix du carburant dans un contexte de pénurie croissante. Devons-nous attendre que les Syriens commencent à mourir de faim comme au Yémen pour pouvoir parler de ces problèmes dans le contexte syrien ? Il s'agit d'une approche sélective des dossiers relatifs à des pays donnés. Nous comptons sur M. Lowcock pour qu'il soit aussi fidèle à ses principes sur la Syrie qu'il l'était sur le Yémen.

Enfin, je voudrais poser une autre question, une fois encore à M. Lowcock. Le plan d'intervention humanitaire pour la Syrie et le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable consacré à ce pays ont expiré en décembre 2020. Nous voudrions savoir où en est l'élaboration des nouvelles versions de ces documents. En outre, dans le contexte de la coordination des efforts humanitaires et de la promotion du développement – ce que certains appellent le « nexus » (lien), bien que ce terme ne soit pas tout à fait clair pour nous –, et étant donné la tendance croissante des réfugiés syriens à retourner chez eux, la question de la reconstruction des infrastructures sociales en Syrie – hôpitaux, écoles et logements – se pose avec toujours plus d'urgence.

À cet égard, nous tenons à souligner qu'assujettir l'action de l'ONU en faveur du développement à des conditions politiques est inacceptable. Nous devons être guidés par les besoins réels des Syriens et les priorités du Gouvernement, tels que définis dans les paramètres convenus pour l'aide des Nations Unies. Nous rappelons le document interne « Paramètres et principes de l'assistance des Nations Unies en Syrie », qui contenait une thèse inacceptable sur les conditions de l'assistance, et nous partons du principe que, en réalité, l'ONU reste impartiale et indépendante. Ce document mentionne également le travail de l'Équipe spéciale interinstitutions. Nous aimerions interroger M. Lowcock sur ses paramètres et ses progrès, car nous croyons savoir que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires en est membre.

Deuxième déclaration de M. Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Tout d'abord, je voudrais commencer par dire que je devrais sans doute apprécier la leçon de savoir-vivre que m'a donnée le Représentant du Royaume-Uni. J'ai également vérifié la longueur de son intervention : cinq minutes et 57 secondes. Toutefois, j'aimerais lui rappeler qu'il parle en anglais et n'a pas besoin d'interprétation. Si j'avais parlé en anglais, j'aurais pu condenser ma déclaration en trois minutes peut-être. Mais je respecte les interprètes, qui doivent gérer la rapidité de ma déclaration et l'interpréter. Je tiens néanmoins à lui présenter mes excuses pour lui avoir volé son temps précieux. À en juger par son départ, il était effectivement pressé. Cependant, il nous semble que ce n'était pas la seule raison. Il semble que certaines parties de notre déclaration n'aient pas été particulièrement agréables pour le Représentant du Royaume-Uni.

Quant à l'idée de séparer les réunions politiques et humanitaires sur la Syrie, pour autant que nous sachions, cela figure déjà dans le programme de février. Mettons-nous donc d'accord. Lorsque nous avons la Syrie politique à l'ordre du jour, nous parlons de la Syrie politique. Lorsque nous avons la Syrie humanitaire à l'ordre du jour, nous parlons de la Syrie humanitaire. Nous ne mélangeons pas les deux, comme cela a souvent été le cas au cours de nos précédentes réunions, lorsque les dossiers politique et humanitaire sur la Syrie sont devenus pratiquement indissociables, d'après les déclarations de certains de nos collègues.

Maintenant, en ce qui concerne les remarques de M. Lowcock, je n'appellerais pas cela une réponse à une question que je lui ai gracieusement posée hier. S'il n'est pas en mesure de formuler des observations plus approfondies sur le cadre stratégique pour la Syrie, alors je suggère que nous invitions un autre intervenant mieux au fait de cette question à notre prochaine réunion sur la Syrie.

S'agissant de la comparaison entre le Yémen et la Syrie, je ne suis pas d'accord sur le fait que les deux situations diffèrent. Bien que la Syrie n'ait pas été inscrite sur la liste du Département d'État, les sanctions appliquées à son encontre ne sont pas moins dommageables que les conséquences, pour le Yémen, de la décision prise par le Département d'État.

Annexe 13

Déclaration de M^{me} Inga Rhonda King, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais]

Je remercie le Secrétaire général adjoint Lowcock et l'Envoyé spécial Pedersen de leurs exposés, instructifs comme à leur habitude.

La crise humanitaire en Syrie et le ralentissement socioéconomique qui en résulte restent une source de profonde préoccupation. Alors que la livre syrienne se déprécie, l'insécurité alimentaire et les pénuries d'autres produits essentiels s'aggravent, plaçant le peuple syrien dans une situation périlleuse. C'est pourquoi l'aide humanitaire continue de revêtir une importance vitale pour des millions de personnes, en particulier celles qui résident dans des camps de déplacés surpeuplés, surtout pendant les rudes mois d'hiver et compte tenu de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Par conséquent, l'accès à l'aide facilité par le mécanisme transfrontières, ainsi que d'autres modalités indispensables, est vital pour la réponse humanitaire. Cependant, il doit encore être considérablement amélioré et renforcé pour que les personnes qui ont besoin d'aide puissent la recevoir conformément aux principes humanitaires et de manière rapide, sûre, durable et sans entrave.

M. Pedersen a comparé le concours de circonstances en Syrie à un lent tsunami. La question de l'imposition de mesures coercitives unilatérales est intrinsèquement liée à celle du ralentissement socioéconomique en Syrie. Nous continuons de demander la levée de ces mesures, qui non seulement sont incompatibles avec le droit international, mais qui compromettent également la capacité du pays de lutter contre la pandémie.

La protection des civils et des infrastructures civiles et le maintien d'une réponse humanitaire efficace exigent une cessation immédiate des hostilités dans l'ensemble du pays, comme l'a demandé l'Envoyé spécial. Il n'y a pas de solution militaire au conflit, et nous exhortons les parties à faire preuve d'un maximum de retenue et à respecter pleinement le cessez-le-feu dans le nord-ouest du pays. Tout en étant conscients de la menace considérable que représente le fléau du terrorisme, nous rappelons aux parties que toutes les activités de lutte contre le terrorisme et les autres activités militaires doivent être conformes aux principes immuables du droit international. Les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution doivent guider toutes les actions.

La seule solution durable au conflit interminable et à la crise humanitaire qui en résulte reste un processus politique sans exclusive, dirigé et contrôlé par les Syriens, qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien. Dans le cadre de ce règlement durable et soutenu, les travaux de la Commission constitutionnelle restent une composante essentielle. C'est pourquoi nous continuons d'encourager toutes les parties à négocier dans un esprit de compromis afin de réaliser des progrès concrets au cours de la cinquième session à venir. Nous réaffirmons également notre appui aux efforts constants de l'Envoyé spécial à cet égard.

Par ailleurs, la viabilité du processus politique exige l'adoption de mesures de confiance concrètes pour favoriser la bonne volonté et faciliter la réconciliation. Dans ces conditions, il est impératif que les questions en suspens concernant les détenus et les personnes disparues soient traitées d'urgence pour susciter de nouveaux progrès.

Pour terminer, nous appelons la communauté internationale à prendre des mesures pragmatiques pour aider la Syrie à rétablir la paix et la stabilité. Il s'agit notamment de retirer du territoire syrien toutes les forces étrangères non autorisées, dans le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, et ce, en contribuant à la reconstruction de la Syrie, car il ne fait aucun doute que la restauration des infrastructures essentielles du pays contribuera à améliorer la situation humanitaire générale. Le bien-être du peuple syrien doit rester au premier plan de toutes nos actions, car c'est ce peuple qui continue de subir les conséquences du conflit.

Annexe 14**Déclaration de M. Tarek Ladeb, Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je voudrais maintenant faire la déclaration suivante en ma qualité de représentant de la Tunisie.

Je remercie de leurs exposés le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Lowcock, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen.

La Tunisie se félicite de la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle, qui sont facilités par l'Organisation des Nations Unies. Le cinquième cycle de négociations est prévu pour le début de la semaine prochaine à Genève, après le quatrième cycle qui a eu lieu à la fin de l'année dernière.

Nous espérons que ce cycle permettra à la Commission constitutionnelle et à son organe restreint de poursuivre leurs travaux et de faire progresser la formulation des principes et des fondements constitutionnels.

Dans ce contexte, nous exhortons les parties syriennes à faire preuve de souplesse et à se concentrer sur des objectifs communs afin de pouvoir trouver un terrain d'entente et de parvenir à un consensus concernant la substance de la Constitution et de faire avancer le processus politique élargi, conformément à la résolution 2254 (2015). Nous félicitons également les femmes syriennes pour le rôle actif qu'elles jouent dans la recherche d'un règlement global.

Comme l'a déclaré M. Mark Lowcock dans son exposé, la situation humanitaire en Syrie reste un sujet de grave préoccupation. Nous sommes alarmés par la détérioration des conditions de vie des Syriens dans le contexte de l'aggravation de la crise économique et des répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La détérioration de la sécurité alimentaire et hydrique exacerberait la situation, aggraverait les souffrances du peuple syrien et entraverait les efforts visant à contenir la pandémie.

Par conséquent, il faut s'attaquer aux différents facteurs de la crise et de l'instabilité, afin d'éviter que la situation ne dégénère davantage. À cet égard, nous répons qu'il faut accorder la priorité aux questions suivantes.

Premièrement, un cessez-le-feu doit être instauré. L'instauration d'un cessez-le-feu est à la fois une nécessité urgente et un objectif à long terme, en particulier au vu de la récente recrudescence des tensions, de la violence et du terrorisme dans plusieurs régions de la Syrie.

Dans ce contexte, nous réaffirmons la nécessité d'œuvrer au rétablissement du calme général afin de créer les conditions nécessaires à l'amélioration de la situation humanitaire et à la mise en place de l'environnement sûr, neutre et stable requis pour faire avancer le processus politique. Nous exhortons également toutes les parties à faire preuve de retenue, à respecter le droit international et le droit international humanitaire et à s'efforcer de garantir la protection des civils, des installations civiles et médicales, du personnel médical et des agents humanitaires.

Dans le même temps, la Tunisie souligne qu'il faut lutter de manière efficace, collective et concertée et conformément au droit international contre les organisations terroristes qui figurent sur les listes du Conseil de sécurité. Cela est essentiel pour tout règlement politique à long terme de la crise syrienne et constitue une condition préalable au rétablissement de la sécurité et de la stabilité en Syrie et dans la région.

Deuxièmement, il faut garantir l'accès humanitaire. La Tunisie salue les efforts déployés par l'ONU, ses partenaires et les institutions spécialisées pour que l'assistance vitale puisse continuer d'atteindre toutes les régions de la Syrie et soit étendue pour répondre aux besoins croissants, en utilisant les différentes méthodes d'accès disponibles. Nous réaffirmons qu'il incombe à toutes les parties de contribuer à faciliter l'acheminement rapide et sûr de l'aide humanitaire et médicale aux personnes qui en ont besoin, sans discrimination.

Troisièmement, les efforts de relèvement rapide doivent être renforcés en maintenant l'infrastructure des services de base et en fournissant des moyens de subsistance décents. À cet égard, il serait utile que la portée des projets et des programmes humanitaires soit élargie pour inclure l'entretien des hôpitaux, des écoles et des routes, ainsi que des réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement, tout en offrant des moyens de subsistance décents et durables aux groupes touchés et aux groupes les plus vulnérables, ce qui renforcerait l'efficacité de la réponse à la crise humanitaire.

Enfin, le Conseil de sécurité a souligné dans ses résolutions successives relatives à la situation humanitaire ainsi que dans sa résolution 2254 (2015) qu'en l'absence d'une solution politique à la crise, la situation humanitaire continuera de se détériorer.

Alors que le conflit va bientôt entrer dans sa dixième année, nous rappelons notre position ferme selon laquelle il n'existe pas de solution militaire à la crise syrienne. La seule voie à suivre est d'accélérer un règlement politique fondé sur la résolution 2254 (2015), dirigé et pris en main par les Syriens et facilité par l'ONU, car cela mettra fin aux souffrances humaines des Syriens, éliminera les causes profondes de la crise, préservera la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et rétablira la paix et la stabilité en Syrie et dans la région.

Annexe 15

Déclaration de M. Jonathan Allen, Représentant permanent adjoint du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à commencer la dernière réunion de l'Ambassadrice Craft en disant simplement combien j'ai apprécié son honnêteté, son intégrité, sa compassion et son amitié pendant son mandat au Conseil de sécurité. Je ne doute pas qu'elle en soit fière elle aussi.

Je tiens également à remercier l'Envoyé spécial Geir Pedersen et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés.

J'ai écouté attentivement la déclaration de l'Ambassadeur russe, comme je le fais toujours, et je pense qu'il sera le tout premier à admettre qu'il s'agissait d'une longue déclaration, plus longue que les cinq minutes que nous, membres du Conseil de sécurité, recommandons dans la note du Président parue sous la cote S/2017/507. Je ne veux en aucun cas être impoli à ce sujet. C'est un problème que nous rencontrons tous, et pas seulement lui. Cela me fait penser, alors que l'hiver sévit en Syrie et que M. Pedersen cherche à prendre des mesures concrètes au sein de la Commission constitutionnelle, que nous devons prendre le temps nécessaire, en tant que membres du Conseil, pour examiner ces deux questions et revenir à des réunions séparées, comme nous l'avons fait pendant de nombreuses années.

Alors que le conflit syrien entre dans sa onzième année, la situation continue à se détériorer. Plus de 500 000 personnes, dont une grande majorité de civils, ont péri pendant le conflit. Les conditions de vie des millions de civils déplacés par le conflit sont désastreuses. Depuis le début de la crise, le Royaume-Uni a fourni plus de 4 milliards de dollars d'aide humanitaire à la Syrie et aux pays voisins. J'encourage les autres pays, en particulier ceux qui soutiennent le régime syrien et qui se disent si inquiets de l'impact des sanctions, à se mobiliser pour aider le peuple syrien.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue d'aggraver la situation humanitaire, avec plus de 42 000 cas confirmés à ce jour. Ce nombre est en fait sans doute beaucoup plus élevé. Tous les donateurs devront œuvrer de concert pour assurer la distribution équitable des vaccins contre la COVID-19 à travers la Syrie, tout en veillant à ce que les personnes les plus nécessiteuses soient prioritaires. Le Royaume-Uni s'engage à collaborer avec l'ONU pour jeter les bases de la fourniture de vaccins et de la préparation à une pandémie à plus long terme. Les défis à relever en la matière sont complexes, mais l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres organismes des Nations Unies chargés de la fourniture des vaccins bénéficient du plein appui du Royaume-Uni.

Un accès efficace et efficient à travers les frontières et les lignes de front, comme nous le rappellent l'ONU et les organisations non gouvernementales depuis plusieurs mois, reste essentiel pour répondre aux besoins du peuple syrien. Au cours de l'année 2020, nous avons assisté à la perte de trois points de passage et à une nouvelle augmentation des besoins humanitaires de plus de 2 millions de personnes. L'accès à travers les lignes de front ne suffit malheureusement pas pour répondre aux besoins humanitaires de 30 millions de personnes, soit environ les trois quarts de la population.

L'aide qui entre par Bab el-Haoua n'a jamais été aussi importante, et le renouvellement du mandat transfrontière pendant l'été est toujours aussi justifié. En effet, avec la perspective d'un vaccin, dont la livraison pourrait bien nécessiter des chaînes de stockage et d'approvisionnement complexes, ce renouvellement est plus pertinent que jamais.

Afin que la réponse humanitaire puisse faire face à l'accroissement des besoins, le volume et la fréquence de l'aide fournie au nord-est de la Syrie via Damas doivent augmenter, notamment dans les zones qui échappent au contrôle du régime. Cela

signifie qu'il faut alléger les obstacles bureaucratiques et mettre fin aux refus arbitraires d'accès pour les travailleurs humanitaires. L'exemple odieux, constaté par le Secrétaire général adjoint Lowcock le mois dernier, du blocage de l'aide alimentaire destinée à 220 000 personnes à Raqqa est tout simplement inacceptable.

Nous sommes également préoccupés par la récente crise de l'eau survenue dans la partie de la Syrie contrôlée par le régime. Comme pour de nombreux problèmes graves, la corruption endémique a joué son rôle, les fournitures de diesel du régime destinées aux générateurs des pompes à eau de la ville étant vendues illégalement. Les crises alimentaire, énergétique et économique, toutes provoquées par le régime, se poursuivent malheureusement.

La situation humanitaire ne peut s'améliorer que si la violence diminue. Nous restons profondément préoccupés par les violations continues des cessez-le-feu convenus, auxquelles s'ajoutent des épisodes réguliers de violences dans le nord-ouest, y compris des bombardements et des frappes aériennes sporadiques, une escalade des tensions dans le nord-est et une recrudescence des attaques revendiquées par Daech.

Le règlement politique envisagé dans la résolution 2254 (2015), que le Conseil a adoptée à l'unanimité il y a un peu plus de cinq ans, reste le meilleur moyen de résoudre les multiples crises que connaît la Syrie. Il est essentiel que les parties collaborent de manière constructive sur les questions de fond relatives à la Constitution lors de la cinquième session de la Commission constitutionnelle prévue ce mois-ci. Les progrès réalisés jusqu'à présent ont été trop lents, mais il semble que nous approchions d'un moment décisif. Nous espérons que la délégation du régime arrivera à Genève avec la ferme intention de s'engager de bonne foi dans les pourparlers.

Faute d'une nouvelle Constitution, il ne saurait y avoir d'élections libres et régulières, auxquelles pourraient participer tous les Syriens, y compris ceux de la diaspora, ainsi que le prévoit la résolution 2254 (2015). La tenue d'élections conformes à la précédente Constitution entrerait en contradiction avec le processus politique engagé par le Conseil. Le Royaume-Uni ne reconnaîtra pas des élections qui ne sont ni libres ni régulières.

Des élections libres et régulières doivent impliquer tous les Syriens, y compris la diaspora. S'il veut que les réfugiés reviennent, le régime syrien doit s'assurer que les conditions énoncées au paragraphe 14 de la résolution 2254 (2015) sont remplies et que les citoyens syriens ne retourneront pas au statu quo qui a entraîné et entretenu ce conflit.

Qu'il me soit permis d'aborder le sujet des sanctions. Le régime syrien et ses soutiens russes accusent les sanctions « occidentales » de mettre en péril l'économie syrienne. En réalité, le régime a détruit sa propre économie du fait de son népotisme et de sa corruption et en finançant les violences brutales contre son peuple. Il doit en porter la responsabilité. Le 1^{er} janvier, le régime de sanctions autonomes du Royaume-Uni contre la Syrie a désigné 353 personnes et entités responsables de la répression des civils en Syrie. Il s'agit du régime de sanctions le plus vaste du Royaume-Uni. Que je sois bien clair : les sanctions du Royaume-Uni visent les membres du régime responsables des souffrances des civils et empêchent ceux qui soutiennent le régime et en tirent profit d'entrer au Royaume-Uni, de faire transiter de l'argent par les banques britanniques et de profiter de notre économie. Les denrées alimentaires et les médicaments ne font pas l'objet de sanctions, et des dérogations sont prévues pour l'aide humanitaire et la lutte contre la COVID-19.

Comme nous l'avons dit si souvent, la voie à suivre pour obtenir la levée de ces sanctions est claire. Au lieu d'entraver l'aide, de bombarder les écoles et les hôpitaux, et d'emprisonner et de torturer son peuple, le régime syrien doit entendre les appels de sa population, coopérer sérieusement avec l'Envoyé spécial Pedersen et participer sincèrement au processus politique mené par l'ONU pour trouver une issue pacifique au conflit.

Annexe 16**Déclaration de M^{me} Kelly Craft, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La présente réunion me donne l'occasion de m'exprimer une dernière fois au Conseil de sécurité en ma qualité de Représentante permanente des États-Unis d'Amérique. Lorsque j'ai pris mes fonctions en septembre 2019, j'ai fait le serment de m'adresser au Conseil avec une clarté morale et de toujours avoir à l'esprit les personnes qui ne pouvaient être présentes: les familles fuyant l'abominable régime de Maduro, les communautés rohingya cherchant désespérément un retour à la normale et les femmes sud-soudanaises épuisées par l'inaction des dirigeants politiques. Je ne saurais oublier le peuple assiégé de Syrie, bombardé, affamé, déplacé et tourmenté par le régime d'Assad et ses partisans. Il est scandaleux que le Conseil n'ait pas fait davantage pour répondre aux besoins du peuple syrien et promouvoir une action réelle et positive en vue d'un règlement pacifique de cette crise.

Les États-Unis ont déployé des efforts inlassables, en collaboration avec leurs partenaires, en vue de changer les dynamiques politiques néfastes au sein du Conseil, qui continuent de priver le peuple syrien de toute chance de paix, de stabilité et d'espoir. Le Conseil a manqué à son devoir envers des millions de civils syriens, pas seulement aujourd'hui, mais depuis plus de 10 ans. C'est affligeant. En tant qu'Ambassadeurs, nous sommes au service de nos pays respectifs. Cependant, nous avons la responsabilité d'être des fonctionnaires désintéressés qui œuvrent à l'amélioration de la vie des populations dans le monde entier.

Je voudrais exprimer à Mark Lowcock et à Geir Pedersen ma sincère gratitude pour leurs efforts inlassables et ceux de leurs équipes respectives. Ils bénéficient, et continueront de bénéficier, de l'appui sans faille des États-Unis dans leur action visant à soulager les souffrances et à trouver une solution pacifique et négociée à ce conflit.

Les États-Unis notent avec satisfaction que la cinquième session de la Commission constitutionnelle doit se tenir la semaine prochaine à Genève. L'important travail d'élaboration d'une nouvelle constitution a été retardé depuis bien trop longtemps. Le régime d'Assad doit participer véritablement aux travaux de la Commission en vue d'élaborer une constitution qui représente l'ensemble du peuple syrien. Par ailleurs, nous soulignons que l'Envoyé spécial Pedersen est habilité à prendre les mesures qu'il juge appropriées pour faciliter les efforts des parties en vue d'entamer les travaux sur la nouvelle Constitution en tant que telle.

Nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet. Il est clair que le régime d'Assad retarde délibérément les progrès de la Commission pour gagner du temps et distraire la communauté internationale tout en se préparant à organiser un simulacre d'élection présidentielle cette année. Une telle élection serait illégitime. La grande majorité de la communauté internationale et des organisations non gouvernementales réputées s'accordent à dire que le cadre électoral actuel prévu par la Constitution syrienne de 2012 ne répond pas aux normes internationales les plus élémentaires.

Les États-Unis ne reconnaîtront pas ces élections comme légitimes conformément à la résolution 2254 (2015), et c'est une position partagée par les pays qui participent à la présente séance. La Syrie doit prendre des mesures, comme convenu à l'unanimité dans la résolution 2254 (2015), pour permettre la participation des réfugiés, des déplacés et de la diaspora à toutes les élections qui auront lieu en Syrie en vertu d'une nouvelle constitution.

De toute évidence, le régime d'Assad espère utiliser l'élection présidentielle de 2021 en Syrie pour promouvoir ses discours fallacieux, à savoir que le régime d'Assad a participé de manière constructive au processus politique conformément à

la résolution 2254 (2015), que le régime d'Assad est légitime, que c'est le moment de passer à la phase de reconstruction et de normalisation. En fait, rien ne pourrait être plus loin de la vérité.

Ce stratagème cynique ne tient aucun compte des réalités tragiques que vivent les millions de Syriens qui ont été arrachés à leurs foyers, les familles dont les proches sont toujours détenus arbitrairement ou portés disparus, ainsi que les civils tués ou blessés par les attaques barbares du régime et de ses lâches alliés. Les États-Unis ne financeront pas les efforts de reconstruction tant que le processus politique mené sous l'égide de l'ONU ne sera pas achevé.

La Commission constitutionnelle n'est qu'un aspect des mesures politiques prévues par la résolution 2254 (2015), et nous exhortons l'Envoyé spécial à redoubler d'efforts pour faire progresser les autres aspects du dossier politique. Pas moins de 130 000 Syriens sont toujours portés disparus après avoir été détenus arbitrairement par le régime et continuent de vivre dans des conditions inhumaines, sans accès à des soins de santé adéquats.

Nous condamnons la campagne systématique de détention arbitraire, de torture et de mauvais traitements menée par le régime d'Assad à l'encontre des prisonniers. L'Envoyé spécial doit déployer sérieusement et immédiatement des efforts pour amener le régime d'Assad à libérer immédiatement les personnes détenues arbitrairement, à communiquer des informations sur les personnes disparues à leurs familles et à autoriser l'accès humanitaire aux centres de détention. Le peuple syrien ne doit pas avoir à attendre un jour de plus pour que des mesures soient prises en faveur de la libération des détenus et des personnes disparues.

Des millions de Syriens ont cherché refuge en Jordanie, au Liban et en Turquie, et plusieurs millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de leur pays depuis le début du conflit. Nous remercions les voisins de la Syrie de leur extraordinaire générosité.

J'ai eu le grand privilège de rencontrer des réfugiés syriens en Turquie. Ce sont des personnes en chair et en os, et non des chiffres que nous répétons chaque mois au Conseil. Je me souviens de ma rencontre avec les membres courageux et désintéressés des Casques blancs – Ammar, Isameel, Abdulhadi, Maisaa et Afnan. Ils m'ont parlé du désespoir et de la souffrance en Syrie, des enfants qui n'ont pas assez à manger, des femmes enceintes qui n'ont pas accès aux soins de santé et des communautés qui vivent dans la terreur. Ils ont lancé un appel au monde pour qu'il prenne conscience des horreurs de ce conflit et agisse pour ramener la paix en Syrie.

Et je dois dire que nous devons compter sur des individus, des journalistes honnêtes, tels que Sena Alkan de CNN Türk, pour continuer d'être la voix des réfugiés et de mettre en évidence ce que la Turquie a fait en accueillant des réfugiés syriens.

Et chaque mois, nos collègues russes racontent à cet organe une histoire très différente, une histoire d'une malhonnêteté et d'un cynisme incroyables. Les États-Unis tiennent à dire ceci à toutes les personnes qui essaient à grand-peine de survivre à la réalité en Syrie, aux personnes déplacées par le régime meurtrier et aux personnes dont ses alliés ne font aucun cas : nous sommes avec vous.

En mars dernier, je me suis rendue au poste-frontière de Bab el-Haoua pour voir l'opération humanitaire des Nations Unies en action. Depuis les points de passage situés le long de la frontière turque, on peut voir des personnes – déplacées, déracinées – qui vivent dans des camps improvisés, rassemblées contre la clôture qui sépare le territoire turc du territoire syrien. Ce sont ces personnes, en majorité des femmes et des enfants, qui ont placé leur confiance en nous, au sein du Conseil, pour que nous assurions leur sécurité et leur survie.

J'exhorte les membres du Conseil, au moment de renouveler la résolution 2533 (2020), en juillet, à ne pas abandonner le peuple syrien. Je les exhorte à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour renouveler l'autorisation permettant à l'ONU de fournir des vivres, des abris et des fournitures médicales à des millions de Syriens par Bab el-Haoua, ce poste-frontière indispensable. Si ce mandat n'est pas renouvelé, le message envoyé par le Conseil sera qu'il n'est pas du côté du peuple syrien, mais qu'il soutient plutôt un régime qui terrorise et affame systématiquement son peuple dans sa quête obstinée de pouvoir.

Les États-Unis se réjouissent à la perspective de travailler en étroite collaboration avec les nouveaux corédacteurs, l'Irlande et la Norvège, et avec chaque membre du Conseil cette année pour renouveler la résolution 2533 (2020). Sinon, ce serait une abdication de nos responsabilités.

La situation à Roukban continue d'exiger l'attention du Conseil. Cela fait 16 mois depuis la dernière fois que le régime d'Assad a autorisé l'acheminement d'une aide humanitaire vers Roukban. Je voudrais le répéter : 16 mois. Le régime d'Assad et la Russie doivent autoriser un accès sans entrave au camp, notamment pour les convois humanitaires de l'ONU. Le Conseil doit condamner cette politisation et cette militarisation de l'aide et agir immédiatement pour acheminer de l'aide à cette communauté sans plus tarder.

Mon mandat de représentante de mon pays au Conseil touche à sa fin. Avec le temps, j'ai appris cette vérité : il y a une saison pour tout. Pour moi, cette saison se termine comme elle a commencé, avec cette conviction profonde que le fondement de tout gouvernement est la gestion – non pour régner, mais pour servir. Que c'est en tant qu'agents et délégués du peuple que nous nous acquittons de nos fonctions. Et que c'est à l'aune de notre fidélité aux principes de la liberté et de la démocratie, sur lesquels reposent la sécurité et le bien-être de tous nos citoyens, que nous serons jugés.

Nous traversons indéniablement une période troublée, qui est loin d'être la première dans le monde. Le Conseil lui-même est le fruit de turbulences historiques. Il est très probable que l'inquiétude suscitée par la pandémie, et c'est tout naturel, détourne quelque peu l'attention des causes que tous les gouvernements doivent servir et des valeurs qu'ils doivent épouser.

Parmi ces valeurs, je le répète, la liberté et la démocratie sont cardinales. Comme le plus sage de tous nos présidents l'a rappelé à ma nation lors d'une autre période de grande agitation, la liberté et la démocratie sont toujours mises à l'épreuve ou remises en question. Lincoln est une étoile au firmament, et il n'a certainement jamais autant brillé que lorsque, dans le plus bref de tous les discours présidentiels, il a exprimé l'espoir et la prière que « le Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » ne « disparaîtra jamais de la surface de la terre ».

La liberté et la démocratie sont toujours mises à l'épreuve. C'est la raison même de l'existence du Conseil de sécurité. Ce fut pour moi un immense honneur de siéger au Conseil et, ce faisant, de représenter mon pays. Je remercie le Conseil de m'avoir donné l'occasion de faire partie du meilleur club, je crois, au monde. Je lui suis éternellement reconnaissante, et j'observerai et encouragerai toujours le Conseil depuis les coulisses. Je sais pertinemment que le Conseil continuera à changer la donne pour les personnes qui n'ont pas voix au chapitre.

Annexe 17**Déclaration de M. Pham Hai Anh, Chargé d'affaires par intérim du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial Geir Pedersen et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés éclairants. Je voudrais également souhaiter la bienvenue à la présente réunion aux représentants de la Syrie, de la Turquie et de l'Iran.

Je tiens à commencer notre première déclaration de l'année 2021 sur ce dossier en réaffirmant notre ferme plaidoyer en faveur d'une solution politique globale qui soit dirigée et prise en main par les Syriens, et menée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 2254 (2015) et dans le plein respect du droit international et de la Charte des Nations Unies, notamment le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie et du principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures.

En prévision de la prochaine session de la Commission constitutionnelle, notre délégation exhorte les parties concernées à collaborer de manière constructive. Nous espérons que les parties pourront également convenir d'un calendrier pour la poursuite des discussions afin de renforcer la confiance.

Même si des incidents sporadiques liés à l'insécurité se sont produits, nous prenons note de la situation relativement calme sur le terrain alors que l'accord de cessez-le-feu à Edleb` continue d'être respecté. Il s'agit là d'une occasion favorable pour les parties d'investir dans le dialogue et la négociation afin d'accélérer le processus politique au sens large, dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et du développement pour le peuple syrien tout entier.

Le Viet Nam continuera d'appuyer les efforts que déploient l'ONU, l'Envoyé spécial et tous les partenaires internationaux à cet égard. Nous appelons l'ensemble des parties au conflit à créer les conditions les plus favorables à une solution pacifique en Syrie en faisant preuve d'un maximum de retenue et en s'abstenant de toute action susceptible d'entraîner une nouvelle escalade.

S'agissant de l'aspect humanitaire, nous sommes préoccupés par la détérioration continue de la situation. Pendant ce temps, les cas de maladie à coronavirus (COVID-19) continuent d'augmenter, ce qui accentue la pression sur la crise socioéconomique déjà grave. Il n'y a toujours pas de signe d'amélioration en ce qui concerne la gravité de l'insécurité alimentaire et la pénurie de produits de première nécessité.

Dans la crise actuelle, les personnes qui souffrent le plus sont celles qui font partie des groupes vulnérables : les déplacés, les personnes âgées, les femmes et les enfants. Quelque 50 % de plus des enfants vivant dans le nord-ouest du pays auraient abandonné l'école en raison des répercussions liées à la COVID-19. Beaucoup d'entre eux doivent travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. Des millions d'entre eux sont déplacés à l'intérieur du pays et vivent dans des conditions d'hébergement précaires.

Nous sommes également préoccupés, entre autres choses, par les conséquences des combats, des engins explosifs improvisés et des activités terroristes, qui posent de graves problèmes de protection dans de nombreuses régions, en particulier dans le nord-ouest, le nord-est et le sud. Les normes du droit international humanitaire doivent être pleinement respectées.

Compte tenu des besoins humanitaires considérables dans l'ensemble de la Syrie, nous appelons une fois de plus à une plus grande coopération entre les parties concernées afin de garantir un accès humanitaire sans entrave et de faciliter la

réponse humanitaire dans toutes les régions du pays. Nous appelons la communauté internationale à continuer de venir en aide au peuple syrien pour répondre à ces besoins.

La situation humanitaire alarmante actuelle nécessite également des solutions durables pour remédier à l'insécurité alimentaire et hydrique, ainsi qu'aux répercussions de la COVID-19, en particulier dans les différents camps de déplacés. Il est également important de s'assurer que les sanctions ne compromettent pas la capacité du peuple syrien de faire face à la pandémie.

La seule et unique façon durable de mettre fin à la situation difficile dans laquelle se trouve le peuple syrien depuis 10 ans est de trouver une solution politique. Pour atteindre cet objectif, nous ne saurions trop insister sur l'unité de la communauté internationale dans son soutien à la Syrie. Nous espérons sincèrement que l'année 2021 apportera des résultats tangibles.

Annexe 18**Déclaration de M. Majid Takht Ravanchi, Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à remercier M. Pedersen et M. Lowcock de leurs exposés.

Nous réaffirmons notre ferme position selon laquelle la crise en Syrie doit être réglée pacifiquement. Dans ce contexte, nous soulignons l'importance du processus d'Astana et sa contribution au lancement d'un processus politique, notamment au moyen de la création de la Commission constitutionnelle, qui tiendra sa prochaine session la semaine prochaine. Nous souhaitons plein succès à ses participants.

L'Iran appuie les activités que l'ONU mène actuellement en Syrie. Notre envoyé spécial pour la Syrie travaille en étroite coopération avec l'Envoyé spécial Pedersen pour soutenir les efforts qu'il déploie pour faciliter le travail de la Commission, qui doit fonctionner sans aucune ingérence ou pression extérieure ou la fixation d'une date butoir artificielle pour la conclusion de ses travaux.

Parallèlement aux travaux de la Commission constitutionnelle, de sérieux efforts doivent être faits dans d'autres domaines. Il faut en priorité continuer à lutter contre tous les groupes terroristes, car leur présence et leurs activités criminelles non seulement menacent la sécurité et l'intégrité territoriale de la Syrie, mais représentent également une menace pour la paix et la sécurité dans la région.

Si la protection des civils doit guider la lutte contre les groupes terroristes, il ne faut pas pour autant laisser ces derniers consolider leur présence et commettre sans relâche des atrocités.

De même, la lutte contre le terrorisme ne doit servir de prétexte ni pour soutenir des tendances séparatistes et des velléités d'autonomie illégitimes ni pour violer la souveraineté syrienne. À ce titre, les États-Unis, en occupant certaines parties du pays, continuent de violer l'intégrité territoriale de la Syrie. De fait, les États-Unis poursuivent leurs intérêts géopolitiques illégitimes, notamment en protégeant et en soutenant certains groupes terroristes. Tous ces actes constituent des violations graves du droit international et doivent cesser immédiatement.

L'imposition de sanctions unilatérales au peuple syrien est un autre acte illégal commis par les États-Unis et d'autres pays. Alors que les Syriens souffrent gravement des actes terroristes et de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ces sanctions inhumaines ne font qu'aggraver la situation, en ciblant les personnes les plus vulnérables. Nous rejetons totalement les sanctions unilatérales illégales et illégitimes et demandons leur levée immédiate, car elles empêchent le retour des réfugiés et des déplacés et entravent le processus de reconstruction de ce pays déchiré par la guerre.

Dans le même ordre d'idées, nous condamnons fermement les agressions qu'Israël continue de perpétrer contre la Syrie. Un tel aventurisme militaire provocateur doit cesser dès maintenant.

L'Iran continuera à apporter son soutien au peuple et au Gouvernement syriens pour surmonter les menaces que représentent le terrorisme et l'occupation étrangère, ainsi que pour reconstruire le pays et assurer son unité et son intégrité territoriale.

Annexe 19**Déclaration de M. Bashar Ja'afari, Vice-Ministre des affaires étrangères et des expatriés et Représentant permanent de la Syrie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Ma délégation tient une fois de plus à vous exprimer ses remerciements et sa reconnaissance, Monsieur le Président, pour votre gestion réussie et remarquable des travaux du Conseil de sécurité ce mois-ci. L'ordre du jour du Conseil comportait ce mois-ci des questions et des points importants, notamment une table ronde sur le point intitulé « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme » et la commémoration du vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1373 (2001) à la suite des attentats terroristes criminels et odieux qui ont frappé la ville de New York le 11 septembre 2001.

À l'époque, nous avons espéré que l'adoption de la résolution 1373 (2001) contribuerait à réorienter notre boussole et à nous guider vers l'objectif auquel nous aspirons tous, à savoir le renforcement de la coopération internationale sous les auspices de l'ONU et de ses mécanismes, afin de lutter contre le terrorisme et son financement et de combattre l'idéologie extrémiste et les doctrines déformées et fausses qui promeuvent le terrorisme. Après l'adoption de la résolution 1373 (2001), le Conseil de sécurité a adopté plusieurs résolutions concernant la lutte contre le terrorisme. L'objectif de ces résolutions, comme certains le pensaient, était de combler les lacunes et de remédier aux insuffisances des résolutions précédentes ou de leur mise en œuvre et d'aborder des questions telles que la prévention du versement de rançons aux terroristes, la lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et le Front el-Nosra, le phénomène des combattants terroristes étrangers ou « terroristes sans frontières » et la lutte contre le financement du terrorisme, notamment en rompant les liens existant entre les organisations terroristes et les réseaux criminels transnationaux.

Hélas, il est devenu évident par la suite que tous ces espoirs n'étaient que des chimères, car les États occidentaux ont instrumentalisé la lutte contre le terrorisme. À certaines occasions, ils l'ont utilisée pour détruire des États Membres de l'ONU et tenter de compromettre leurs avancées économiques et culturelles et de piller leurs richesses. En d'autres occasions, ils l'ont utilisée pour stigmatiser les États Membres en les accusant à tort de soutenir le terrorisme, comme ce fut le cas il y a quelques jours avec les accusations fallacieuses portées contre Cuba et l'Iran. Par ailleurs, les États occidentaux se sont parfois servis de la lutte contre le terrorisme pour dissimuler leur propre attachement avéré au terrorisme et le parrainage manifeste du terrorisme par des gouvernements d'États bien connus.

La politisation, la sélectivité, les normes multiples et le soutien au terrorisme ont éclipsé cette question importante, et le principal bénéficiaire de cette situation a été les organisations terroristes et leurs dirigeants, qui se vantent aujourd'hui de porter des surnoms tels que « jihadistes », « combattants de la liberté », « opposition armée modérée non étatique » et « califat », et qui bénéficient du soutien, du patronage et de la liberté qui leur sont accordés pour tuer et semer le chaos et la destruction, tout en prétendant apporter la démocratie à bon nombre de nos pays au moyen de méthodes civilisées comme la décapitation, la consommation de foies, la destruction de vestiges archéologiques, la stigmatisation de personnes en leur collant l'étiquette d'apostats et l'avilissement des religions et des symboles religieux.

Nous avons averti à maintes reprises la communauté internationale que les personnes cherchant à semer le chaos et la destruction, à répandre des discours de haine et des propos incendiaires et à promouvoir des slogans tels que le « chaos créatif », proclamé par une ancienne Secrétaire d'État des États-Unis et repris par son successeur, n'échapperont pas aux conséquences de leurs actes. Nos avertissements ont malheureusement été ignorés, comme le montrent les récents événements qui se sont déroulés dans la capitale du pays hôte de l'Organisation. Ce qui s'est passé là-bas est l'incarnation du chaos politique et le fruit de la propagation des ravages et de la montée des tensions.

Bien entendu, les actes terroristes récemment perpétrés à Washington auraient été salués, appuyés et loués par les gouvernements des pays occidentaux s'ils avaient été commis dans la capitale de bon nombre d'États Membres. Ils auraient été qualifiés de « printemps » ou de « révolutions de couleur » et décrits comme « une expression de la démocratie » et « l'exercice des libertés dans toute sa splendeur ». Cependant, comme ils se sont produits dans une capitale occidentale de premier plan, ces événements ont suscité une vague de condamnations et de critiques, et ont donné lieu à un appel aux médias sociaux pour qu'ils condamnent ces comportements et bloquent les pages des personnes qui les soutiennent. Nous ne nous opposons pas à ces appels, et nous ne tolérons en aucun cas le chaos, la démagogie ou la violence. Néanmoins, nous prenons note de cette sélectivité et constatons avec étonnement que des groupes extrémistes occidentaux continuent à utiliser les mêmes médias sociaux pour fomentier des troubles et des conflits, promouvoir des pratiques subversives similaires, la violence et la haine, et encourager les terroristes sans frontières à attaquer plusieurs États Membres, en s'appuyant sur des slogans éculés et dénués de tout sens moral.

Nous appelons une fois de plus à une coopération internationale renforcée, véritable et coordonnée, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, pour combattre et éliminer le terrorisme, et à l'octroi d'un appui à l'État syrien et à ses alliés dans leur lutte contre les organisations terroristes EIIL et Front el-Nosra ainsi que les entités et individus qui leur sont associés, des entités qui continuent de tuer des Syriens parce que l'Occident continue de dissimuler leurs crimes. Nous l'avons encore constaté il y a quelques jours, lorsque des terroristes ont attaqué un bus dans la région de Kabajib sur la route reliant Palmyre et Deïr el-Zor, ainsi que des camions-citernes et des véhicules civils sur la route reliant Athriya et Salamiyé, tuant des dizaines de civils et de militaires. Ces attaques terroristes ont été perpétrées par des membres de l'EIIL venus de la zone contrôlée par les forces d'occupation américaines dans la zone occupée de Tanf, où se trouve le camp de Roukban. Ce sont ces mêmes terroristes qui ont déjà perpétré des attaques sanglantes contre des civils dans la province de Soueïda et qui ont pris pour cible l'Armée arabe syrienne et ses alliés, des gazoducs et des lignes électriques. Ce n'est un secret pour personne que les forces d'occupation américaines dans le nord-est de la Syrie ont également ordonné à leurs mandataires, les milices séparatistes appelées « Forces démocratiques syriennes », de libérer les membres de l'EIIL qu'ils détenaient, afin de faire revivre cette organisation pour qu'elle soit déployée en Syrie et en Iraq. L'hypocrisie a atteint un niveau d'abjection sans précédent. L'Administration américaine prétend avoir éliminé l'organisation terroriste EIIL, alors même qu'il est en train de restructurer l'EIIL et de le déployer pour attaquer mon pays.

Dans le nord-ouest du pays, des entités terroristes, au premier rang desquelles l'Organisation de libération du Levant / Front el-Nosra et les groupes qui leur sont affiliés, continuent de contrôler des zones de la province d'Edleb et ses environs, prenant des civils en otage et les utilisant comme boucliers humains. Ces dernières années, j'ai envoyé au Conseil des centaines de lettres officielles sur les crimes commis par ces organisations terroristes et sur les commanditaires et promoteurs

de ces organisations. Ma lettre la plus récente, datée du 11 janvier et adressée au Secrétaire général et au Conseil de sécurité, contenait des informations sur les groupes terroristes opérant sous les auspices et avec l'appui du régime turc, à savoir la Brigade Sultan Mourad, la Division Hamzat et les groupes Moutaz Billa, Ahrar el-Charqiyé et Bouclier de Hassaké. Ces groupes opèrent dans la région de Ras el-Aïn et dans sa campagne et jusqu'à Tell Abiad et Aïn Issa dans la province de Raqqa. Ils continuent de tuer, de piller, d'imposer la turquisation, de déplacer les populations de force, de faire de la contrebande, d'utiliser des armes chimiques et de voler le blé, l'orge et les semences des agriculteurs et de les transporter en Turquie par les postes-frontières de Ras el-Aïn et de Tell Abiad. Cela s'ajoute aux autres crimes qu'ils ont commis, que je n'ai pas le temps de tous citer maintenant. Les Gouvernements d'États bien connus ont empêché le Conseil de sécurité de mettre fin à ces crimes et de demander des comptes à leurs auteurs et promoteurs.

En dépit de l'augmentation mondiale des cas de maladie à coronavirus (COVID-19) et des effets catastrophiques de la pandémie sur les économies et les secteurs essentiels de la majorité des États Membres de l'ONU, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne continuent d'imposer des mesures coercitives supplémentaires à mon pays, la Syrie, et à d'autres pays, faisant fi des appels à mettre fin à ces mesures illégales qui ont été lancés par le Secrétaire général et son Envoyé spécial pour la Syrie ainsi que par des dizaines de hauts représentants de l'Organisation. Pendant ce temps, les représentants des États occidentaux qui mettent en œuvre des politiques de siège et de châtement collectif des peuples continuent de parler de prétendues exemptions humanitaires et médicales. Il ne s'agit là que d'affirmations, comme le prouvent les faits sur le terrain.

Lors de la réunion organisée selon la formule Arria par le Conseil de sécurité le 25 novembre 2020, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général du Croissant-Rouge arabe syrien, une organisation non gouvernementale et le principal partenaire de l'ONU, du Comité international de la Croix-Rouge et d'un certain nombre d'autres organismes de secours intergouvernementaux et non gouvernementaux. Il a expliqué qu'en raison des mesures coercitives, recevoir des fonds de l'étranger pour financer l'action humanitaire prenait des mois et impliquait un énorme volume de paperasse et de correspondance, ce qui entravait l'achat de médicaments et d'articles humanitaires et la fourniture de paniers alimentaires aux bénéficiaires. Il a expliqué que l'embargo sur le carburant rendait difficiles l'utilisation des camions et des ambulances d'aide humanitaire et le déploiement des agents humanitaires et du personnel médical, et a noté qu'à cause des mesures coercitives, il était impossible de sécuriser de nombreuses fournitures humanitaires de base et de gérer les entrepôts. Au lieu d'appuyer la noble action humanitaire et l'énorme effort menés par le Croissant-Rouge arabe syrien, et de renforcer leur appui à cette organisation, qui a perdu 65 de ses bénévoles au cours de la crise actuelle, ils ont choisi de faire du mal à cette vénérable institution et de ternir sa réputation.

Ce n'est là que la partie visible de l'iceberg en ce qui concerne les répercussions des mesures coercitives sur la vie de tous les Syriens. Croyons-nous les récits de nos collègues occidentaux sur les prétendues exemptions, ou croyons-nous les réalités concrètes que nous observons au quotidien ?

Certains nous avertissent aujourd'hui que le préjudice économique causé par la pandémie de COVID-19 limitera l'aide et le financement de la réponse humanitaire, réduisant ainsi le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire. Pendant ce temps, certains Gouvernements occidentaux continuent de mettre en œuvre des politiques fondées sur la domination, l'occupation et le pillage des moyens de subsistance et des ressources des populations, au lieu de prendre des mesures pour surmonter un défi aussi monumental, qui pourrait causer des souffrances humaines dans de nombreux pays et

pousser un plus grand nombre de leurs ressortissants à émigrer pour chercher asile. C'est ce qui se passe encore, alors que les forces d'occupation américaines continuent de piller le pétrole, le gaz, les vestiges archéologiques et les cultures agricoles de mon pays, brûlant et détruisant ce qu'elles ne peuvent pas voler. Ces crimes sont également commis en concertation avec les occupants turcs dans certaines régions du nord et du nord-ouest de mon pays. Tout cela se fait en partenariat avec des organisations et des entités terroristes et des milices séparatistes qui agissent pour leur compte, comme je viens de le mentionner. Qu'en pensent M. Lowcock et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ? N'est-il pas plus approprié, mieux et plus juste que le Conseil s'acquitte de ses responsabilités au titre de la Charte en mettant fin à l'occupation et en empêchant le pillage des ressources des peuples et la destruction de leurs capacités et de leurs acquis en matière de développement ? N'est-ce pas en fait préférable de permettre à certaines parties de piller ces richesses et de couvrir ensuite leurs crimes en les félicitant d'avoir généreusement financé leurs prétendus efforts humanitaires et d'avoir permis l'entrée de leurs convois transfrontières ?

Ce jour marque la fin aux États-Unis d'un mandat présidentiel qui a été caractérisé par l'extrémisme, l'agression, les sanctions, le retrait des organisations du système des Nations Unies et le désaveu des obligations découlant des traités internationaux. Nous espérons que la nouvelle administration fera preuve de sagesse et prendra conscience que son statut de membre permanent du Conseil de sécurité est, avant tout, une grande responsabilité qui lui impose de s'acquitter de son engagement de maintenir la paix et la sécurité internationales et de faire respecter les principes du droit international et les dispositions de la Charte des Nations Unies. Cette responsabilité lui impose également de s'abstenir d'attaquer et d'occuper mon pays et de piller ses richesses, et l'oblige à retirer ses forces d'occupation et à cesser d'appuyer les milices séparatistes, les entités illégitimes et les tentatives d'atteinte à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne.

La cinquième série de réunions de la Commission constitutionnelle aura lieu dans quelques jours. Comme cela a été souligné à plusieurs reprises, la Constitution, qui est la loi suprême du pays, est une affaire purement nationale, purement syrienne. De même, l'avenir de la Syrie est une affaire purement nationale, purement syrienne. Par conséquent, ma délégation réaffirme que le processus politique facilité par l'ONU doit être contrôlé et dirigé par la Syrie. Nous soulignons que, pour que les travaux de la Commission aboutissent, ses règles de fonctionnement convenues doivent être respectées, et toute ingérence extérieure dans ses travaux doit être rejetée, comme doivent l'être toutes les tentatives de certains Gouvernements de dicter les résultats de ses travaux ou de lui imposer des calendriers artificiels.

Annexe 20**Déclaration de M. Feridun Sinirlioğlu, Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais]

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette réunion. Je remercie également l'Envoyé spécial Pedersen et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés.

D'emblée, je voudrais m'associer à mes collègues pour rendre hommage à l'Ambassadrice Kelly Craft pour sa détermination à attirer l'attention sur la situation tragique du peuple syrien. Je la félicite pour avoir joint le geste à la parole en défendant les droits de tous les Syriens, y compris ceux qui ont trouvé refuge en Turquie, ainsi que pour les efforts qu'elle a déployés pour proroger le mandat du mécanisme transfrontières des Nations Unies, qui est vital pour des millions de Syriens.

La situation humanitaire en Syrie reste extrêmement préoccupante. Le peuple syrien est pris en étau entre la violence, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et un rude hiver. La population souffre en raison d'un accès limité aux services de soins de santé, à l'eau et à la nourriture. Elle a besoin de toute urgence d'abris et d'autres produits de première nécessité.

Dans le nord-ouest du pays, du fait de la campagne militaire aveugle menée par le régime, les services de santé ne sont pas en mesure de faire face à la crise sanitaire mondiale. Récemment, le nombre de cas de COVID-19 a augmenté à un rythme soutenu dans le nord-ouest de la Syrie, atteignant des niveaux record.

Alors que l'accès aux services de santé et à des installations sanitaires adéquates dans le contexte de déplacements continus reste difficile, les organisations humanitaires s'emploient activement à fournir une assistance vitale aux plus vulnérables. Nous sommes en contact étroit avec les organismes des Nations Unies pour préparer une campagne de vaccination en faveur de ces personnes. Trois millions de déplacés vivant dans le nord-ouest du pays ont un besoin pressant d'aide humanitaire et dépendent de l'aide acheminée depuis la Turquie.

Le mécanisme transfrontières des Nations Unies reste le seul instrument permettant de répondre aux besoins humanitaires. Depuis l'adoption de la résolution 2533 (2020), quelque 4 000 convois ont acheminé une aide humanitaire vers la région en passant par le seul poste-frontière qui reste, Bab el-Haoua. Nous continuons également de livrer des articles nécessaires en raison de la pandémie, conformément à l'accord trilatéral conclu récemment entre le Croissant-Rouge turc, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Organisation mondiale de la Santé.

Je voudrais répéter une fois encore qu'il n'existe pas d'autre solution qui puisse correspondre à l'échelle et à l'ampleur des opérations transfrontières des Nations Unies. Il est déplorable que le Conseil de sécurité n'ait pas autorisé à nouveau l'ouverture du point de passage de Bab el-Salamé, laissant des centaines de milliers de personnes à la merci du régime d'Assad. Je suis obligé de rappeler au Conseil la nécessité urgente de rouvrir ce point de passage, et je demande au Conseil de sécurité de s'acquitter de sa responsabilité conformément à la résolution 75/193 de l'Assemblée générale, qui porte sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne.

J'ai dit lors de précédentes réunions que les besoins les plus pressants dans le nord-ouest du pays sont les logements. J'ai le plaisir d'informer le Conseil que, dans le cadre du projet national en cours visant à répondre aux besoins d'hébergement

à Edleb, la Turquie a achevé la construction de plus de 27 000 logements. Notre objectif est de fournir un abri à plus de 52 000 familles dans les semaines à venir. Il est essentiel que tous les acteurs et donateurs internationaux donnent la priorité au financement de tels projets.

Depuis plus d'un an maintenant, les coupures d'électricité qui entravent le bon fonctionnement de la station d'eau d'Alouk sont un sujet de préoccupation. Comme je l'ai expliqué à de nombreuses reprises, les interruptions délibérées qui sont le fait du Parti des travailleurs du Kurdistan /Unités de protection du peuple kurde, une organisation terroriste, continuent de mettre en danger la vie d'un demi-million de personnes innocentes et d'entraver les efforts visant à lutter efficacement contre la pandémie. Malgré nos appels répétés à toutes les parties concernées et notre contribution active aux efforts visant à rétablir l'approvisionnement en eau, le problème n'est toujours pas réglé. Et sans surprise, le régime joue également son rôle, aux côtés du Parti des travailleurs du Kurdistan /Unités de protection du peuple kurde, en mettant à la terre les disjoncteurs des lignes électriques de la centrale d'eau d'Alouk. Nous connaissons tous les auteurs de ces actes et nous savons quels sont les intérêts stratégiques qu'ils poursuivent en faisant obstacle à la durabilité de ce système et à l'approvisionnement en eau de Hassaké à pleine capacité.

Je voudrais également évoquer la situation politique. Étant donné que c'est le seul mécanisme qui fonctionne dans le cadre du processus politique, la Commission constitutionnelle doit faire avancer ses travaux rapidement et d'une manière productive. À cette fin, la Turquie poursuivra sa collaboration avec l'ONU et les autres acteurs concernés, ainsi que sa coordination dans le cadre du processus d'Astana.

Au cours de la cinquième série de réunions, prévue du 25 au 29 janvier, la Commission devra se concentrer sur les principes constitutionnels en vue d'obtenir des résultats concrets. Cela est essentiel pour le bon fonctionnement de la Commission. Les parties syriennes doivent être informées et averties en conséquence. Il est impératif de repousser les tentatives d'obstruction. Nous appuyons les efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour faire avancer le processus politique.

Nous attachons de l'importance au processus d'Astana, qui constitue un élément essentiel des efforts globaux visant à trouver une solution politique au conflit syrien. Nous déployons des efforts pour fixer une nouvelle date, dans les prochaines semaines, pour la quinzième réunion du processus d'Astana, qui a dû être reportée en raison de la pandémie.

Il est essentiel de préserver le cessez-le-feu à Edleb pour protéger les civils et prévenir de nouvelles vagues de migration. Cela étant dit, le régime continue de violer le cessez-le-feu. Dans le cadre de nos efforts pour préserver le cessez-le-feu, et dans le cadre du protocole additionnel du 5 mars, nous poursuivons notre collaboration technique avec la Fédération de Russie.

Par ailleurs, la Turquie poursuit sa lutte résolue contre les organisations terroristes sur le terrain. Grâce à nos efforts de lutte contre le terrorisme qui visent Daech et le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple kurde, 420 000 Syriens sont retournés volontairement dans les territoires syriens débarrassés des menaces terroristes. Le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple kurde continue de perpétrer des attaques terroristes visant des civils dans le nord de la Syrie. Rien que depuis octobre 2019, il a lancé plus de 300 attaques terroristes.

Plus récemment, l'attentat à la bombe qu'il a perpétré contre un marché de Ras el-Aïn, le 2 janvier, a fait six morts, dont deux enfants, et 11 blessés. Un autre attentat terroriste perpétré il y a trois jours sur un marché d'Izaz par le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple kurde, à l'aide d'un véhicule chargé de bombes, a causé la mort d'au moins un civil, et fait plusieurs blessés.

D'une manière générale, on continue de passer sous silence ces attentats terroristes sanglants. La communauté internationale doit les condamner catégoriquement et dénoncer leurs auteurs. Il faut mener un combat collectif contre cette organisation terroriste. Sinon, le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple kurde ne cessera pas ses actions séparatistes contre l'intégrité territoriale de la Syrie, ni ses attaques haineuses contre les civils.

Il est temps de mettre fin à cette approche ambivalente et d'appeler un chat un chat. La communauté internationale doit s'abstenir de toute action susceptible de violer le droit international et de servir les objectifs séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan /Unités de protection du peuple kurde, qui se cache derrière le nom des prétendues « Forces démocratiques syriennes ». La Turquie continuera de s'opposer aux tentatives du Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple kurde visant à acquérir de la légitimité ainsi qu'à ses efforts pour consolider son emprise totalitaire sur le nord-est du pays par l'oppression et les incitations économiques.

Je voudrais conclure mon intervention en réaffirmant notre ferme détermination à remédier à la situation critique du peuple syrien et à contribuer activement à un règlement politique qui répondra à ses aspirations légitimes.

Quant à l'orateur qui m'a précédé, je ne lui ferai pas l'honneur de lui répondre. Comme je l'ai déclaré à maintes reprises, je ne le considère pas comme un représentant légitime du peuple syrien.
